



Conseil économique et social

Distr. générale
5 mai 2023
Français
Original : anglais, espagnol,
français et russe

Forum politique de haut niveau pour le développement durable

Organisé sous les auspices du Conseil économique et social
10-19 juillet 2023

**Accélérer la reprise au sortir de la pandémie de maladie
à coronavirus (COVID-19) et la mise en œuvre intégrale
du Programme de développement durable à l'horizon 2030
à tous les niveaux**

Compilation des principaux messages relatifs aux examens nationaux volontaires de 2023

Note du Secrétariat

Le Secrétariat a l'honneur de transmettre ci-joint les principaux messages relatifs aux examens nationaux volontaires présentés par 36 États Membres et l'Union européenne dans le contexte du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2023, conformément aux résolutions [67/290](#), [70/1](#) et [70/299](#) de l'Assemblée générale**.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (7 juillet 2023).

** Les messages représentent les vues du Gouvernement concerné et sont reproduits par l'ONU tels qu'ils ont été reçus, avec des corrections purement éditoriales.



Arabie saoudite

[Original : anglais]

L'Arabie saoudite a placé le développement durable en tête des priorités nationales en l'intégrant pleinement dans la Vision du pays à l'horizon 2030, plan national à long terme porteur de changements. L'objectif est de faire de l'Arabie saoudite une nation prospère et dynamique, tout en conciliant la croissance économique avec la durabilité sociale et environnementale. L'imbrication de la Vision 2030 et des objectifs de développement durable est le fruit d'un effort concerté visant à promouvoir un développement durable et inclusif dont l'élément essentiel est la qualité de la vie.

Le Royaume estime que la durabilité est un moteur de croissance et de progrès et il s'emploie à prendre en compte les considérations économiques, sociales et environnementales dans les initiatives de développement. Cette volonté se manifeste dans le vaste cadre institutionnel et stratégique sur lequel reposent les objectifs de développement durable et a abouti à la création du Comité directeur pour le développement durable en septembre 2021. La durabilité est devenue un élément central de l'élaboration des politiques et le Gouvernement a pris des mesures décisives afin de renforcer la cohérence des politiques au service du développement durable. À cette fin, le Gouvernement a adopté une approche de l'élaboration des politiques qui mobilise l'ensemble de la société et associe l'ensemble des pouvoirs publics.

Le Royaume a lancé de nombreuses initiatives en faveur du développement durable. L'Initiative verte saoudienne place l'Arabie saoudite en tête du mouvement mondial en matière d'action climatique et de protection de l'environnement. L'Initiative verte pour le Moyen-Orient, un effort régional visant à lutter contre les changements climatiques, et l'approche relative à l'économie à carbone circulaire, visant à réduire à zéro les émissions, ont également été lancées. Le Fonds d'investissement public saoudien, l'un des plus grands fonds souverains au monde, finance des projets favorisant la croissance économique et le développement durable. Le programme Qualité de la vie contribue à améliorer le bien-être des citoyens. Dans le même temps, des institutions telles que la Cité Roi Abdulaziz pour la science et la technologie (KACST), l'Autorité saoudienne des données et de l'intelligence artificielle (SDAIA) et de multiples incubateurs et accélérateurs favorisent le développement technologique et l'innovation.

L'engagement de l'Arabie saoudite en faveur du développement durable n'est pas nouveau et se manifeste dans toutes les dimensions, sociale, environnementale et économique. Sur le plan social, l'Arabie saoudite a mis en place un vaste système de protection sociale, qui comprend des programmes d'assurance sociale, des filets de protection sociale et des programmes de soutien au marché du travail. Les citoyens ont ainsi accès à un large éventail d'aides dans divers domaines (santé, retraite, assurance chômage, subventions, logement, éducation et emploi, entre autres). Le Royaume s'est attaqué au problème de la malnutrition de l'enfant, a amélioré son système de santé, a maintenu des taux de vaccination élevés et a réussi à assurer une quasi-parité des sexes dans l'éducation. Les droits humains sont renforcés par de multiples programmes et par la Commission des droits de l'homme. Davantage de moyens d'action sont donnés aux femmes, dont la participation à la vie active et la représentation à des postes de responsabilité augmentent. Les droits des femmes sont une priorité et des lois favorisant l'égalité des rémunérations, la liberté de voyager et la protection contre la violence ont été adoptées.

L'Arabie saoudite accorde une grande importance à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources naturelles. Le Royaume s'est fixé

pour objectif de porter la part des énergies renouvelables à 50 % de sa production d'électricité d'ici à 2030. Il développe les projets relatifs aux énergies renouvelables, l'adoption de véhicules électriques, la production d'hydrogène, l'efficacité énergétique et le captage, l'utilisation et le stockage du dioxyde de carbone. Des améliorations ont été apportées en ce qui concerne l'eau potable et l'assainissement. Le Royaume participe activement aux négociations sur le climat, a ratifié l'Accord de Paris et entend réduire à zéro les émissions d'ici à 2060 au moyen de l'économie à carbone circulaire. Le Gouvernement a également pris des mesures de boisement ambitieuses et s'emploie à protéger les zones marines et terrestres.

En ce qui concerne le développement économique, l'Arabie saoudite a réduit sa dépendance à l'égard du pétrole, développe des secteurs tels que le tourisme et la technologie et a diversifié les sources d'énergie. Le Royaume a accompli des progrès notables en matière de création d'emplois, en accordant une attention particulière à la participation des femmes à la vie active, qui est passée de 19,4 % en 2015 à 36 % en 2022. De nombreux programmes d'urbanisation à grande échelle ajoutent des espaces verts, des voies piétonnes et des zones de loisirs.

Sur le plan international, l'Arabie saoudite se révèle être un géant de l'investissement et un centre économique à la jonction de trois continents. En tant que membre du Groupe des Vingt, l'Arabie saoudite s'est montrée fermement résolue à œuvrer en faveur du développement durable en montrant la voie pour ce qui est d'« exploiter les possibilités qu'offre le XXI^e siècle au profit de tous » au cours de sa présidence. D'après les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'Arabie saoudite se classe en tête des donateurs à l'échelle mondiale en ce qui concerne l'aide humanitaire et l'aide au développement apportées aux pays à faible revenu et aux pays à revenu intermédiaire.

Les réalisations de l'Arabie saoudite présentées dans le rapport d'examen national volontaire montrent que sa détermination à agir en faveur du développement durable ne faiblit pas. Elles sont le résultat de réformes sans précédent introduites par la Vision 2030 et l'approche inclusive associant toutes les composantes de la société. S'inspirant de ses traditions et de sa vision, l'Arabie saoudite demeure résolue à œuvrer pour un avenir où tous les peuples vivent dans la prospérité et la sécurité et contribuent à une planète pacifique et prospère.

Bahreïn

[Original : anglais]

Conformité des dispositions institutionnelles

Le Royaume de Bahreïn veille à ce que ses dispositions institutionnelles soient pleinement compatibles avec les objectifs de développement durable, comme en témoignent sa constitution et sa charte d'action nationale, qui promeuvent la paix, la tolérance, la protection des personnes défavorisées et l'égalité des genres, garantissent l'accès aux soins de santé universels et à l'éducation gratuite pour toutes et pour tous et visent à protéger l'environnement et les ressources naturelles.

La stratégie globale de Bahreïn, la Vision économique 2030, lancée en 2008, est également pleinement conforme au Programme de développement durable à l'horizon 2030. La durabilité et l'équité sont deux des trois principes directeurs de la Vision, dont les objectifs en matière de durabilité vont au-delà de la sphère économique et couvrent le capital humain, l'innovation, la technologie, l'environnement et le patrimoine culturel.

Accélération de la réalisation des objectifs de développement durable

Le présent examen national volontaire, qui intervient à mi-parcours de la réalisation du Programme 2030, reflète l'engagement qu'a pris le Royaume d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. En 2022, le Ministère du développement durable a été créé pour coordonner et promouvoir l'action menée en matière de durabilité en vue d'atteindre les objectifs de développement durable et bien plus encore. En outre, le plan gouvernemental pour la période 2023-2026, intitulé « Du relèvement à la durabilité », intègre davantage les objectifs de développement durable dans les projets publics.

Action face à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)

Bahreïn a su gérer la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) grâce à une bonne préparation, qui lui a permis d'offrir gratuitement des tests, des traitements et des vaccins à tous ses citoyens et résidents, de continuer de fournir sans interruption les services de santé essentiels, d'éviter le confinement et de protéger les personnes les plus durement touchées par la maladie. Il a notamment donné aux mères travaillant dans le secteur public et aux conjoints des employées de première ligne la possibilité de travailler à distance. Le Gouvernement a atténué les conséquences économiques et stimulé le relèvement grâce à un plan de relance de 12 milliards de dollars qui a soutenu les ménages et les entreprises, stabilisé les marchés et restauré la confiance dans le système financier.

L'Organisation mondiale de la Santé a, dans une étude de cas, qualifié une telle approche associant l'ensemble des pouvoirs publics et tous les segments de la société de modèle de préparation et d'intervention rapide et d'approche novatrice visant à accroître la résilience des systèmes de santé¹. Les décisions en matière de santé et d'économie étaient fondées sur des données, la recherche professionnelle étant intégrée d'un point de vue institutionnel dans les politiques, ce qui a permis au Gouvernement d'adapter ses interventions aux besoins spécifiques des parties prenantes. Les volontaires, qui ont apporté une contribution essentielle à l'action face à la pandémie, ont également été un facteur clé dans la réussite du Royaume, ce qui témoigne du dynamisme de la société civile bahreïnienne.

Zéro émission nette d'ici à 2060

Dans l'examen national volontaire de 2018, Bahreïn a dressé la liste des problèmes environnementaux auxquels il se heurtait en raison de ses caractéristiques géographiques. Aujourd'hui, l'environnement est au cœur des plans de durabilité pour le futur. En 2021, le Gouvernement a annoncé qu'il s'engageait à réduire à zéro les émissions d'ici à 2060. À ce jour, le Royaume a obtenu des résultats prometteurs : il a promulgué une loi sur l'environnement et dépassé ses objectifs de boisement, et collabore avec les secteurs et industries qui émettent le plus afin de tenir cet engagement.

Croissance économique durable

Le plan de relance économique, lancé fin 2021, vise à placer Bahreïn dans la meilleure position possible pour profiter du relèvement mondial et atteindre la viabilité budgétaire et économique. Il comprend 5 piliers et 27 programmes ainsi que des stratégies concernant les six secteurs axés sur la durabilité (tourisme, logistique, services financiers, industrie manufacturière, pétrole et technologies de l'information et des communications), qui promeuvent tous le déploiement de la technologie numérique. En 2022, Bahreïn a enregistré la plus forte croissance économique hors

¹ <https://www.moh.gov.bh/Content/Upload/File/637933076434107917-WHOEMBAH001E-eng.pdf>.

secteur pétrolier de la décennie, son produit intérieur brut ayant augmenté de 6,2 % en glissement annuel.

Partenariats avec le secteur privé

Conformément au Programme 2030, le principe des partenariats est au cœur des plans de Bahreïn et, en 2022, le Gouvernement a publié un guide réglementant les partenariats public-privé. Bahreïn promeut depuis longtemps avec succès ces partenariats pour mener à bien des projets stratégiques, notamment dans les domaines de la production d'électricité et du traitement des eaux usées. L'une des plus grandes réussites du pays est le secteur du logement, où des solutions novatrices de financement hypothécaire subventionné permettent à des milliers de Bahreïniennes et Bahreïniens remplissant les conditions requises, notamment des familles à faible revenu, des veuves et des personnes handicapées, de devenir propriétaires grâce à un marché attractif pour les entreprises privées de construction. Le rapport national de 2021 de Bahreïn sur l'exécution du Nouveau Programme pour les villes a mis en lumière l'importance que revêtaient les partenariats pour ce qui était de stimuler le développement des services de logement.

Principaux défis

L'un des principaux défis que doit relever Bahreïn est de parvenir à la viabilité budgétaire. De nombreux progrès ont été accomplis dans le cadre du programme d'équilibre budgétaire du Gouvernement. Néanmoins, il faudrait en faire davantage pour libérer les investissements transformateurs nécessaires et renforcer la réputation de Bahreïn en tant que pionnier et chef de file dans la région. En outre, afin de relever le défi des données, les organismes publics travaillent ensemble pour mettre rapidement à disposition des données précises, pertinentes et de qualité en vue de mesurer les progrès et d'éclairer les décisions futures.

En conclusion, Bahreïn réaffirme son engagement en faveur des objectifs de développement durable et du Programme 2030 et est déterminé à collaborer avec la communauté internationale à la construction d'un avenir durable, équitable et résilient pour toutes et pour tous.

Barbade

[Original : anglais]

Créer un avenir durable pour les générations futures

Les ambitions de la Barbade ne se limitent pas aux 437 kilomètres carrés sur lesquels elle s'étend. La Barbade est un petit État insulaire en développement mais aussi un grand État océanique qui est conscient de son engagement vis-à-vis de la communauté internationale et de l'importance que revêt l'action collective pour la réalisation d'objectifs communs, et son examen national volontaire de 2023 illustre la détermination de son gouvernement et de son peuple à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Dans le cadre de l'examen national volontaire, une collaboration a notamment été menée avec les parties prenantes au sein des secteurs privé et public ainsi que de la société civile, ce qui témoigne de notre volonté de ne laisser personne de côté.

Le plan de relance et de transformation économiques de la Barbade 2.0, notre principale initiative dans le domaine des objectifs de développement durable, vise à rétablir la stabilité macroéconomique et à placer l'économie nationale sur la voie d'une croissance forte, durable et inclusive, tout en préservant les secteurs financier et social. Il s'agit d'un plan transformateur qui utilise la politique fiscale pour

promouvoir une protection sociale renforcée en faisant en sorte que la charge de la responsabilité ne soit plus sur les personnes les plus vulnérables. La Barbade a augmenté ses investissements dans la santé, l'éducation et d'autres services sociaux qui contribuent au bien-être et réduisent les inégalités et la pauvreté. Nous sommes convaincus que l'investissement dans les initiatives intérieures de transformation nationale en cours d'élaboration et de mise en œuvre, telles que la déclaration de mission Barbade (Declaration of Mission Barbados), permettra d'avancer vers la réalisation du Programme 2030.

Notre cheminement vers le développement durable est difficile, compte tenu de notre vulnérabilité aux crises auxquelles nous sommes actuellement confrontés, qui sont souvent concomitantes. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a réduit et ralenti l'activité économique, entraînant une augmentation du chômage, en particulier dans le secteur du tourisme. Les efforts déployés par le Gouvernement barbadien pour lutter contre la propagation du virus responsable de la COVID-19 ont conduit à une augmentation rapide des dépenses publiques, laissant l'encours de la dette du secteur public à 6,5 milliards de dollars, soit 150,3 % du produit intérieur brut, ce qui représente une forte augmentation du ratio dette/PIB par rapport au niveau de juin 2020 (126,9 %) et contribue à creuser considérablement notre déficit budgétaire. Malgré ces difficultés, la Barbade reste déterminée à lutter contre la pandémie et à protéger les membres les plus vulnérables de sa population. Le ratio dette/PIB était de 119,6 % en mars 2023.

L'ouragan Elsa de 2021, premier ouragan à frapper la Barbade en 65 ans, a causé des dommages structurels aux maisons et aux édifices. Il a coûté au Gouvernement plus de 33 millions de dollars en réparations jusqu'à présent, un montant qui devrait atteindre 60 millions de dollars. La triple crise que représentent la pandémie de COVID-19, les changements climatiques et la guerre en Ukraine ont exacerbé nos vulnérabilités socioéconomiques, nous obligeant à adopter des modes de construction et de production plus durables, plus équitables et plus inclusifs.

Le programme « Roofs to Reefs » et le plan d'aménagement du territoire révisé sont exécutés afin de renforcer la résilience du pays face à des phénomènes météorologiques de plus en plus violents et de promouvoir des approches et des solutions durables centrées sur les populations et fondées sur la nature. Notre approche repose sur l'atténuation de la crise climatique et l'adaptation à ses effets inévitables. Ces politiques traduisent une intégration délibérée des objectifs de développement durable dans les programmes et politiques nationaux, comme en témoigne le fait que les politiques nationales visées dans l'évaluation intégrée rapide de la Barbade pour 2023 sont conformes à 92 % aux cibles associés aux objectifs de développement durable.

Les petits États ont du mal à recueillir des données ventilées de qualité et à rendre compte du travail fait pour atteindre les objectifs. C'est l'un des principaux obstacles à l'évaluation de la réalisation des objectifs. En outre, en tant que pays en développement à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, la Barbade n'a pas accès aux fonds nécessaires pour financer des initiatives de promotion des objectifs de développement durable. L'accès aux ressources est essentiel pour faire avancer la réalisation de ces objectifs et veiller à ce que personne ne soit laissé de côté. L'initiative de Bridgetown, effort de collaboration que nous menons pour lutter contre la crise climatique et atteindre les objectifs d'ici à 2030, vise à combler les lacunes liées à la mobilisation de financements en faveur des États en développement vulnérables face aux changements climatiques, à normaliser les clauses relatives aux catastrophes naturelles et aux pandémies dans tous les instruments de prêt, à financer les pertes et préjudices résultant de la crise climatique, et à élargir l'accès aux financements à des conditions favorables.

Alors que nous nous efforçons d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable, nous sommes conscients qu'il importe de donner la priorité au développement holistique et à la prospérité de notre peuple. Nous avons l'occasion d'apprendre les uns des autres, de mettre en lumière le travail que font les pays et de mobiliser l'appui de la communauté internationale pour opérer des changements véritables en vue d'atteindre les objectifs. La Barbade reste une championne du changement visant à créer un avenir durable pour les générations futures.

Belgique

[Original : anglais]

L'examen national volontaire de la Belgique : un processus de collaboration

La décision de présenter un deuxième examen national volontaire s'inscrit dans le cadre d'un engagement de longue date de l'État fédéral belge en faveur du multilatéralisme et du développement durable. Depuis 2007, le développement durable est inscrit dans la Constitution belge, de sorte que toutes les politiques mises en place dans les différents domaines d'intervention visent à réaliser les objectifs de développement durable, y compris les aspects sociaux, économiques et environnementaux.

La réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable nécessite une approche associant l'ensemble de la société et, en plus des pouvoirs publics, d'autres parties prenantes importantes, comme la société civile et le secteur privé, se sont mobilisées autour du Programme 2030.

Le deuxième examen national volontaire a été élaboré dans le cadre de cette approche. Ce rapport conjoint, qui est le fruit d'un effort de collaboration entre les responsables des politiques aux différents niveaux et les parties prenantes, résume la manière dont les politiques mises en place en Belgique contribuent à la réalisation du Programme 2030 et des objectifs de développement durable. Depuis le dernier examen national volontaire, en 2017, la Cour des comptes a également procédé à l'analyse de l'établissement, de l'application et du suivi de rapports par les autorités publiques belges (examen de l'état de préparation) en 2020.

Afin de rendre l'examen aussi inclusif que possible, le Conseil fédéral du développement durable a été chargé de coordonner le dialogue avec divers groupes sociaux : organisations de travailleurs et d'employeurs, groupes scientifiques et de recherche et groupes œuvrant pour le respect du principe consistant à ne laisser personne de côté. La collaboration avec ces groupes s'est déroulée en deux phases. Dans un premier temps, une synthèse des activités menées par ces groupes en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable a été établie, après quoi une place importante a été consacrée à cette question dans l'examen national volontaire à proprement parler. Ensuite, il a été demandé à plusieurs conseils consultatifs de formuler un avis conjoint sur la version préliminaire de l'examen.

Les contributions intégrales de tous les acteurs qui ont participé (pouvoirs publics et parties prenantes) peuvent être consultées sur le site sdgs.be.

Points forts, défis et politiques

Les pouvoirs publics belges partent d'une position privilégiée, compte tenu notamment de l'existence d'un cadre institutionnel solide en matière de développement durable. Grâce à une économie forte, à une éducation de qualité et à des inégalités de revenus relativement faibles, ils ont la possibilité de mener des

initiatives de développement durable, tant au niveau interne qu'externe. Dans le cadre d'interventions internationales, ils contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable à l'étranger. Le développement durable mondial est depuis longtemps un engagement commun en faveur de la promotion et de la protection des droits humains, du multilatéralisme efficace et inclusif, de la solidarité internationale, de l'élimination de la pauvreté, de la lutte contre les changements climatiques et de la réduction des inégalités. L'action de la Belgique face à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), ainsi que son sixième mandat au Conseil de sécurité, en 2019 et 2020, et l'accent mis sur la sécurité climatique et les enfants et les conflits armés témoignent de cet engagement, tout comme le rôle de la reine Mathilde en tant qu'ambassadrice pour les objectifs de développement durable.

Le deuxième examen national volontaire montre que les pouvoirs publics belges ont pris de nombreuses initiatives de politique générale qui contribuent à la réalisation des objectifs, mais que de nombreux défis restent à relever.

Les statistiques nationales montrent que le temps nous est compté. En 2022, la Belgique était en bonne voie pour atteindre les cibles concernant seulement 20 des 51 indicateurs à l'examen. On trouvera sur le site sdgs.be une annexe à l'examen national volontaire montrant de manière plus détaillée l'évolution depuis 2000 de la situation concernant une liste complète d'indicateurs aux niveaux national et régional.

Au nombre des principaux problèmes entravant la réalisation du Programme 2030 figurent évidemment les conséquences de la pandémie de COVID-19 (thème du forum politique de haut niveau de 2023), l'incertitude géopolitique croissante, la crise climatique et la perte de biodiversité, les inégalités sociales, le lien entre la numérisation et le développement durable, ainsi que le rôle central de l'éducation. Ces problèmes peuvent également offrir des possibilités qu'il convient d'exploiter.

Dans leurs contributions, les groupes de la société civile ont demandé, notamment, une plus grande cohérence dans la manière dont les décideurs aux différents niveaux contrôlaient la réalisation des objectifs et des cibles qui y étaient associées. Cela signifie qu'il faut assurer non seulement la cohérence interne de la politique belge, mais également la cohérence avec la situation européenne et internationale, compte tenu des répercussions économiques, écologiques et sociales que celle-ci a au-delà des frontières.

L'examen national volontaire montre que les différents pouvoirs publics belges et les acteurs concernés restent déterminés à œuvrer à la réalisation des objectifs de développement durable en poursuivant et en renforçant les efforts qu'ils déploient pour être à la hauteur des exigences de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, comme l'a demandé le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Bosnie-Herzégovine

[Original : anglais]

La Bosnie-Herzégovine reste déterminée à œuvrer à la transformation et à la modernisation de l'ensemble de sa société conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030, afin de parvenir à une administration et à une gestion efficaces du secteur public, à une société dans laquelle règne l'égalité d'accès aux emplois et à une croissance intelligente.

Étant donné que le processus d'adhésion à l'Union européenne est le principal objectif politique du pays, il importe tout particulièrement de souligner qu'il existe une synergie totale dans la réalisation de cet objectif et celle du Programme 2030. Par

conséquent, obtenir de meilleurs résultats dans la mise en œuvre du Programme 2030 revient à avancer encore plus vers l'adhésion pleine et entière à l'Union européenne.

Après le dernier examen national volontaire présenté au forum politique de haut niveau pour le développement durable tenu à New York en 2019, la Bosnie-Herzégovine a adopté le document le plus important pour la mise en œuvre du Programme 2030, à savoir le cadre relatif aux objectifs de développement durable. Par la suite, la plupart des stratégies de développement clés adoptées aux différents niveaux du gouvernement ont été harmonisées avec ce cadre.

Malheureusement, les nouveaux problèmes auxquels le monde s'est heurté ces dernières années, notamment la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la guerre en Ukraine, ont entraîné un recul majeur. L'augmentation du taux d'inflation qui en a résulté, en particulier la hausse des prix de l'énergie, a réduit à néant certains résultats obtenus en matière de réduction de la pauvreté.

Néanmoins, des efforts considérables sont encore déployés pour améliorer la coopération verticale entre les différents niveaux de gouvernement, ainsi que l'échange horizontal de bonnes pratiques, en particulier entre les populations locales et les différentes parties prenantes. Cette tâche est d'autant plus difficile que la structure fédérale du pays est très complexe. Alors que l'ambitieux programme d'adaptation des objectifs de développement durable au niveau local a été lancé il y a un an, des efforts supplémentaires sont déployés pour y associer le secteur privé, les citoyennes et citoyens et le monde universitaire afin d'obtenir des résultats concrets sur le terrain.

Il est généralement admis qu'une administration plus efficace et de meilleure qualité ainsi que la modernisation des infrastructures pourraient améliorer considérablement la situation des groupes les plus vulnérables et le respect du principe consistant à ne laisser personne de côté, mais également qu'il serait presque impossible d'y parvenir sans une participation accrue des populations locales.

Pleinement conscient du fait qu'il n'existe pas suffisamment de fonds publics pour la réalisation du Programme 2030, le groupe de travail sur le financement des objectifs de développement durable, créé il y a deux ans, a formulé des recommandations sur la manière de mobiliser d'autres ressources et proposé l'adoption de modes de financement novateurs qui nous rapprocheraient de la réalisation des objectifs fixés d'ici à 2030. Nous prévoyons que la mise en œuvre de ces propositions commencera dans la période qui suivra la présentation de l'examen national volontaire. En outre, les progrès accomplis en matière de numérisation et de transition et d'efficacité énergétiques offrent de nouvelles possibilités d'emploi et de protection de l'environnement.

Dans le but de renforcer la concurrence et l'engagement en faveur de la réalisation des objectifs, le prix « Entreprises pionnières de la réalisation des objectifs de développement durable » a été créé pour récompenser les efforts menés par le secteur privé aux fins du développement durable, et des prix similaires ont depuis été créés pour les communautés locales les plus prospères et le secteur académique. La Bosnie-Herzégovine dirige même un projet exécuté dans le cadre du Processus de coopération d'Europe du Sud-Est, qui a permis de mettre en place un prix régional annuel destiné aux chercheurs universitaires et visant à récompenser les meilleures innovations dans la réalisation des objectifs.

En outre, grâce à la plateforme en ligne et au processus de consultation électronique lancés pour faciliter l'examen national volontaire, un groupe plus large d'organisations de la société civile et de citoyens a été associé à cet exercice.

La Bosnie-Herzégovine a été très active dans la promotion de la coopération régionale. Plusieurs initiatives et réunions très importantes ont été organisées dans le but d'améliorer l'échange de données d'expérience et de s'attaquer aux blocages et aux problèmes similaires. Il s'agit notamment de la réunion des États de la macrorégion adriatique et ionienne de l'Union européenne, qui a porté sur l'évaluation à mi-parcours des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, les réunions annuelles des experts des Balkans occidentaux, lancées à la fin de 2021, les activités menées dans le cadre de l'Initiative de l'Europe centrale et la participation active au Forum régional pour le développement durable de la région de la Commission économique pour l'Europe, qui s'est tenu à Genève.

Nous devons garder à l'esprit qu'au cours de la seconde moitié de la période de réalisation des objectifs de développement durable, nous risquons de vivre de nombreux événements et phénomènes imprévisibles et désagréables, auxquels nous nous sommes déjà heurtés ces dernières années. C'est pourquoi nous devons tout mettre en œuvre pour renforcer notre capacité de résistance et réagir plus efficacement et plus rapidement afin de surmonter au mieux ces situations.

Brunéi Darussalam

[Original : anglais]

Le Brunéi Darussalam reste déterminé à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, conformément à sa vision nationale pour 2035, *Wawasan Brunei 2035*, et à progresser vers ses objectifs, à savoir une population hautement qualifiée et instruite, une qualité de vie élevée et une économie dynamique et durable. Le deuxième examen national volontaire arrive à point nommé pour rendre compte des progrès faits vers la réalisation des objectifs de développement durable à la suite des perturbations mondiales. Élaboré dans le cadre d'une approche participative multipartite, il met en lumière plusieurs évolutions au sein de l'écosystème des objectifs de développement durable, notamment l'intégration des objectifs dans le programme *Wawasan Brunei 2035*, le renforcement des mécanismes institutionnels nationaux et l'amélioration du suivi fondé sur des données probantes et de la communication en temps utile des progrès accomplis. Les partenariats mobilisant l'ensemble de la nation, associés aux initiatives de coopération internationale, viennent confirmer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et les possibilités qui existent pour ce qui est de combler les lacunes pour les sept années restantes.

Progrès et défis nationaux

Pays ayant un indice de développement humain élevé (0,829), le Brunei Darussalam continue de redoubler d'efforts dans beaucoup de domaines. Il reste déterminé à poursuivre son action concernant plusieurs questions clés et, en particulier, à parvenir à une couverture sanitaire universelle, avec des améliorations en matière d'infrastructures sanitaires, d'équipements, de médicaments et de personnel. Cela a contribué à un faible taux de mortalité maternelle et infantile, à une forte proportion de naissances assistées par du personnel de santé qualifié et à des taux élevés de couverture de la vaccination de routine. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a mis à rude épreuve la résilience du système de santé, mais grâce à des mesures énergiques, notamment des communications publiques régulières et un fort sentiment de solidarité, le taux de mortalité a été faible et le taux de guérison élevé.

La diversification économique a permis d'accomplir des progrès considérables en matière de stimulation de la croissance économique et, surtout, de création

d'emplois. Les moyens de subsistance des populations ont été améliorés grâce à des investissements considérables dans de meilleures infrastructures, à une sécurité alimentaire et nutritionnelle renforcée, ainsi qu'à un accès complet aux services essentiels, en particulier l'électricité, l'eau et l'assainissement. L'éducation gratuite à tous les niveaux et le développement du capital humain tout au long de la vie restent des moteurs importants pour le maintien d'une société prospère dans laquelle il existe, entre autres, des taux élevés d'alphabétisation des jeunes et des adultes, de bons taux de scolarisation et une parité hommes-femmes durable. Des efforts plus novateurs ont également été déployés, notamment en matière de protection sociale contre la pauvreté et la faim parmi les groupes vulnérables. Le Brunéi continue également de donner la priorité à l'action contre les changements climatiques et contre la perte de biodiversité et à la préservation des écosystèmes naturels. Les énergies renouvelables sont actuellement explorées, des initiatives étant menées pour accroître l'efficacité énergétique et promouvoir des moyens de subsistance durables.

Toutefois, des améliorations s'imposent dans certains domaines. À l'heure actuelle, le manque de données est un problème de taille et fait que l'on n'a qu'une idée partielle de l'avancée de la réalisation des objectifs de développement durable, bien que le système national de suivi de ces objectifs mis en place par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ait contribué à améliorer grandement le suivi et la communication des données. Par exemple, des mesures énergiques de lutte contre les changements climatiques ont certes été prises dans le cadre de la politique nationale de lutte contre les changements climatiques, mais davantage de données sont nécessaires pour suivre efficacement les résultats et les impacts concernant l'objectif 13. Le problème est aggravé par d'autres facteurs. Par exemple, bien que des progrès aient été faits au titre de l'objectif 4 en ce qui concerne la qualité des enseignants et la satisfaction des besoins des élèves ayant des besoins particuliers, le système éducatif doit maintenant faire face à la perte d'apprentissage due aux fermetures d'écoles pendant la pandémie. Un autre domaine de préoccupation est celui des mesures nécessaires pour promouvoir un changement des comportements de consommation humaine, telles l'adoption accrue du recyclage et des pratiques durables. Des partenariats solides sont donc essentiels pour accélérer les progrès et intensifier les interventions.

La voie à suivre

Le Brunéi Darussalam est convaincu que les objectifs de développement durable peuvent être atteints grâce à la solidarité et à la création de synergies dans les efforts déployés avec détermination et résilience. Il continuera de s'efforcer de renforcer les domaines clés, notamment les investissements dans le capital humain, l'amélioration de la qualité de la vie, y compris la gouvernance et les questions sociales et environnementales, et l'accélération de la diversification économique pour réduire la pauvreté et les inégalités et accroître la résilience sociale et économique. Les efforts en cours seront également poursuivis par le renforcement des capacités statistiques afin de mieux identifier les populations vulnérables, d'élaborer des politiques fondées sur des données probantes et de renforcer la collaboration avec toutes les parties concernées, en améliorant la cohérence et l'application des politiques. Ces mesures seraient particulièrement utiles pour concevoir et faire advenir les changements de comportement nécessaires à une évolution plus profonde vers le développement durable. Associée à une approche multilatérale plus solide des objectifs de développement durable, l'action menée au titre du Programme 2030 transformera davantage l'avenir de la Planète et de ses habitants. Le Brunéi Darussalam poursuivra sa route vers la réalisation des objectifs de développement durable en misant sur la résilience, l'adaptation et les partenariats.

Burkina Faso

[Original : français]

Le Burkina Faso se prête à nouveau à cet exercice en 2023, après celui de 2019. En s'engageant à la production du deuxième rapport national volontaire, le Gouvernement s'oblige, malgré les multiples chocs auxquels le pays fait face, à rendre compte de la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

Cet examen national volontaire constitue une opportunité pour le pays de s'interroger sur les efforts à fournir pour être au rendez-vous du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il a été préparé selon une approche participative, interactive et inclusive.

La mise en œuvre des objectifs de développement durable s'est faite dans un contexte difficile marqué par la persistance de la crise sécuritaire et les changements dans la gouvernance politique au niveau national et par la survenue de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et la guerre entre la Russie et l'Ukraine au niveau international.

Par ailleurs, la situation sécuritaire a occasionné une crise humanitaire sans précédent, avec un nombre de déplacés internes estimé à 1 999 127 à la date du 28 février 2023, dont 58,42 % d'enfants, 23,97 % de femmes et 17,61 % d'hommes.

Malgré ce contexte difficile, l'économie burkinabé s'est montrée résiliente. En effet, le taux de croissance de l'économie a évolué à un rythme annuel moyen de 5,2 % durant la période 2016-2022. Toutefois, les effets de la COVID-19 ont été ressentis en 2020 : perte de croissance (-3,8 points de pourcentage), repli des recettes fiscales (-3,4 %) et creusement du déficit budgétaire (-5,2 %).

Aussi, l'évaluation de la mise en œuvre des objectifs 6 et 7 montre que des résultats satisfaisants ont été atteints. Ainsi, le pays enregistre une amélioration de l'accès à l'eau potable, qui passe de 71,9 % en 2016 à 76,3 % en 2021. Ces avancées ont été portées par l'initiative « zéro corvée d'eau » lancée en 2016, qui a permis de renforcer les interventions et de disposer ainsi d'un grand nombre d'ouvrages hydrauliques. Le pays enregistre également une amélioration de la couverture géographique en ce qui concerne l'électricité (de 33,32 % en 2015 à 49,29 % en 2021) et du taux d'accès à l'électricité au niveau national porté par l'énergie solaire. En 2018, les ménages ayant accès à l'électricité étaient estimés à 53,4 % (24,4 % pour l'électricité réseau et 29,0 % pour l'énergie solaire ou groupe électrogène). Il convient aussi de noter une augmentation de la part des énergies renouvelables dans la production totale d'énergie par rapport à l'électricité réseau (de 9,4 % en 2015 à 24,29 % en 2021) grâce au développement des projets solaires.

Cependant, l'évaluation des objectifs 9 et 11 reste mitigée. On note une dégradation du réseau routier en dépit des efforts de réhabilitation entrepris depuis 2017 (30 % de route en bonne état en 2016 contre 25 % en 2021) et une baisse de la contribution de l'industrie manufacturière dans le produit intérieur brut. Quant à l'urbanisation croissante, elle a eu une incidence sur le développement de l'accès de tous à un logement et des services de base dans les villes.

Le pays doit relever un certain nombre de défis pour accélérer la réalisation des objectifs de développement, dont le principal demeure la crise sécuritaire qui a affecté sévèrement les progrès réalisés par le Burkina Faso dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable. À ce défi majeur, on peut ajouter :

- la maîtrise de la démographie pour exploiter le dividende démographique ;

- la mobilisation des ressources internes et externes pour répondre aux besoins sécuritaires et humanitaires et en matière de développement de plus en plus croissants ;
- la réduction des inégalités et des disparités persistantes malgré les politiques publiques mises en œuvre ces dernières années ;
- le renforcement de mesures en vue de promouvoir la recherche aux fins de la mise en œuvre des objectifs de développement durable ;
- la dynamisation des secteurs porteurs pour soutenir l'économie et les emplois.

En dépit du contexte difficile, l'engagement des autorités à poursuivre la mise en œuvre des objectifs de développement durable s'est renforcé avec le l'élaboration du plan national de développement économique et social (2021-2025), dont l'opérationnalisation se fait actuellement au moyen du Plan d'action pour la stabilisation et le développement bâti autour de quatre piliers : pilier 1, lutter contre le terrorisme et restaurer l'intégrité territoriale ; pilier 2, répondre à la crise humanitaire ; pilier 3, refonder l'État et améliorer la gouvernance ; pilier 4, œuvrer à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale.

Cambodge

[Original : anglais]

Objectifs de développement du Cambodge, vision et sortie de la catégorie des pays les moins avancés

Le deuxième examen national volontaire du Cambodge fait le point sur les progrès accomplis dans la réalisation des 17 objectifs de développement durable et de l'objectif supplémentaire du pays, à savoir éliminer les mines et les restes explosifs de guerre.

Avec le slogan « Merci, la paix », le Cambodge a mené des initiatives de développement durable, présentées dans des documents stratégiques tels que le cadre relatif aux objectifs de développement durable du Cambodge, le plan national de développement stratégique, la quatrième stratégie rectangulaire, le cadre national relatif aux politiques de protection sociale, les programmes de relèvement économique, la politique de gouvernance numérique du Cambodge et le cadre de financement national intégré.

La réalisation des objectifs de développement durable est cruciale pour atteindre l'objectif du Cambodge de devenir un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici à 2030 et un pays à revenu élevé d'ici à 2050. Ayant rempli en 2021, pour la première fois, tous les critères requis pour sortir de la catégorie des pays les moins avancés, le Cambodge pourrait potentiellement sortir de cette catégorie dès 2027 si les progrès se poursuivent.

Progrès dans la réalisation des objectifs et le respect du principe consistant à ne laisser personne de côté

Le Cambodge a accompli des progrès considérables dans l'amélioration du bien-être de sa population et travaille avec diligence pour faire en sorte que personne ne soit laissé de côté. Ces progrès sont visibles dans divers secteurs, notamment en ce qui concerne les objectifs 7 (énergie propre et d'un coût abordable), 11 (villes et communautés durables), 12 (consommation et production responsables), 4 (éducation de qualité), 5 (égalité des sexes), 10 (réduction des inégalités) et 17 (partenariats pour

la réalisation des objectifs), ainsi que l'objectif propre au pays, qui est de mettre fin à l'impact négatif des mines et des restes explosifs de guerre.

Le Gouvernement est également conscient de la nécessité de redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs 8 (travail décent et croissance économique), 9 (industrie, innovation et infrastructure) et 15 (vie sur terre) et de mettre à disposition des données supplémentaires pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs 1 (élimination de la pauvreté), 2 (élimination de la faim), 3 (bonne santé et bien-être), 6 (eau propre et assainissement), 13 (action climatique), 14 (vie aquatique) et 16 (paix, justice et institutions fortes).

En outre, le Cambodge a réalisé des avancées majeures dans l'amélioration du bien-être de sa population et s'emploie en particulier à faire en sorte que personne ne soit laissé de côté. Par exemple, entre 2010 et 2022, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement a plus que doublé, tandis que l'accès à l'électricité, aux combustibles propres et aux comptes bancaires a plus que triplé pour les ménages moyens au niveau national ; des progrès plus importants sont observés dans les ménages les plus défavorisés, ce qui a permis de réduire l'inégalité des chances au Cambodge.

En ce qui concerne la santé de l'enfant, le taux de prévalence du retard de croissance a presque diminué de moitié, passant de 40 % en 2010 à 22 % en 2022. Toutefois, les enfants issus des ménages les plus pauvres ont été laissés de côté, le taux de prévalence du retard de croissance ayant atteint 30 % parmi ce groupe. Le taux de prévalence de l'émaciation est resté de 10 % en moyenne et de 14 % pour les enfants les plus défavorisés, tandis que celui du surpoids a doublé chez les enfants, passant de 2 % en 2014 à 4 % en 2022.

En matière de santé des femmes, on constate une amélioration générale du taux de natalité. Toutefois, 5 % des femmes économiquement défavorisées, de celles qui ont un faible niveau d'éducation et de celles qui ont plus de trois enfants n'ont toujours pas accès à une assistance à l'accouchement fournie par des équipes qualifiées. En outre, bien que la proportion de femmes ayant accès à des contraceptifs modernes ait augmenté de 20 % entre 2014 et 2020, près de 40 % des femmes âgées de 15 à 49 ans ont encore des besoins non satisfaits en matière de planification familiale. Ce chiffre s'élève à près de 50 % pour les jeunes femmes des zones urbaines, qui, à partir de 2022, représenteront le groupe démographique le plus mal desservi à cet égard.

Parmi les adultes âgés de 20 à 35 ans, le taux d'achèvement de l'enseignement secondaire est passé de 15 % en 2014 à 23 % en 2022, tandis que le taux de fréquentation de l'enseignement supérieur a presque doublé, passant de 7 % en 2014 à 13 % en 2022. Toutefois, les femmes les plus pauvres âgées de 25 à 35 ans sont les plus en retard en ce qui concerne l'achèvement de l'enseignement secondaire, puisque seulement 7 % d'entre elles avaient terminé leurs études secondaires en 2022.

La voie vers l'avenir

Le Cambodge est déterminé à accélérer son relèvement après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et les conséquences de la guerre en Ukraine, tout en s'attaquant activement aux problèmes actuels et émergents tels que les changements climatiques. Il redoublera d'efforts pour atteindre tous ses objectifs en appliquant des mesures correctives ciblées, en allouant des budgets et en mobilisant des ressources provenant de diverses sources, de concert avec les partenaires de développement et les parties prenantes.

La prochaine stratégie pentagonale à long terme et le plan stratégique national de développement 2024-2028 seront stratégiquement harmonisés pour accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable, le relèvement

économique et le développement inclusif, durable et résilient, ainsi que la prospérité partagée pour le Cambodge et le monde, afin de ne laisser personne de côté.

Canada

[Original : anglais]

Le Canada fait des progrès considérables dans la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Dans son deuxième examen national volontaire, il évalue les avancées faites depuis 2018 et met l'accent sur les efforts visant à promouvoir cinq priorités nationales, à savoir les objectifs de développement durable n^{os} 1 (élimination de la pauvreté), 4 (éducation de qualité), 5 (égalité des sexes), 13 (action climatique) et 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs). Les autres objectifs font l'objet d'un résumé dans l'examen national volontaire, élaboré en consultation avec les pouvoirs publics à tous les niveaux, les peuples autochtones, la société civile, le monde universitaire et les citoyennes et citoyens canadiens. Fondé sur des données, l'examen rend compte des mesures prises, des résultats obtenus et des problèmes rencontrés à l'échelle de la société.

En favorisant les partenariats et la collaboration, le Canada avance dans la réalisation des objectifs de développement durable afin de bâtir un avenir plus prospère, plus sain et plus durable. Il s'efforce d'accélérer les progrès pour les personnes les plus défavorisées, notamment les peuples autochtones, les minorités raciales et religieuses, les personnes bispirituelles, lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer et intersexuées (2SLGBTQI+), les personnes en situation de handicap, les communautés de langue officielle en situation minoritaire et d'autres groupes en situation de vulnérabilité.

Des progrès notables sont accomplis dans la réduction de la pauvreté (objectif 1). Le Canada a atteint son objectif intermédiaire de réduction de 20 % de la pauvreté. Toutefois, des données récentes montrent l'apparition de nouvelles difficultés, y compris la fin des prestations d'urgence liées à la maladie à coronavirus (COVID-19) et la forte inflation. Néanmoins, le Canada reste bien placé pour réduire la pauvreté de 50 % par rapport aux niveaux de 2015 d'ici à 2030. Il contribue aux efforts déployés dans le monde pour éliminer la pauvreté et a porté à 8,4 milliards de dollars canadiens le montant total des ressources qu'elle consacre à l'assistance internationale en 2021-2022.

Il est essentiel de garantir l'accès à une éducation de qualité (objectif 4) pour lutter contre la pauvreté. Les résultats du Canada en matière d'éducation sont parmi les meilleurs au monde. Les provinces et les territoires s'efforcent de soutenir les élèves, les parents et le personnel enseignant en leur apportant une aide à l'apprentissage et en veillant au bien-être des élèves. Le Gouvernement canadien a réalisé un investissement historique de 30 milliards de dollars canadiens sur cinq ans afin de mettre en place un système pancanadien d'apprentissage précoce et de garde d'enfant d'un coût abordable, de qualité et inclusif. Le Canada continue de jouer un rôle de chef de file mondial en investissant dans une éducation de qualité et en garantissant l'accès à celle-ci.

Le Canada s'est engagé depuis longtemps en faveur de l'égalité des sexes (objectif 5) et prend des mesures concrètes pour soutenir les femmes, les filles et la communauté 2SLGBTQI+. Il s'agit notamment de garantir un salaire égal pour un travail de valeur égale sur les lieux de travail régis par le droit fédéral. Le plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe permet d'aider les personnes concernées à accéder en temps utile à une protection et à des services fiables. Au niveau mondial, d'après le classement établi par l'Organisation de

coopération et de développement économiques, le Canada est le premier donateur en termes de part de l'aide consacrée à la promotion de l'égalité des genres et figure parmi les premiers en ce qui concerne les investissements réalisés en faveur des organisations de défense des droits des femmes.

Le Canada prend des mesures audacieuses contre les changements climatiques (objectif 13), en s'efforçant de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 à 45 % par rapport aux niveaux de 2005 d'ici à 2030 et de réduire à zéro la pollution par le carbone d'ici à 2050. En 2022, le pays a lancé le plan de réduction des émissions le plus complet de son histoire. Le Gouvernement canadien a également investi plus de 8 milliards de dollars canadiens dans l'adaptation et les interventions en cas de catastrophe afin de protéger les communautés et d'accroître la résilience face aux effets des changements climatiques. En 2021, le Canada s'est engagé à verser 5,3 milliards de dollars au titre du financement de l'action climatique pour aider les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire à assurer leur transition vers un développement durable et résilient face aux changements climatiques.

Les partenariats (objectif 17) sont essentiels à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le Gouvernement canadien s'est engagé à verser jusqu'à 60 millions de dollars canadiens pour aider les acteurs dans l'ensemble de la société à promouvoir les objectifs de développement durable. En tant que membre du Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, le Canada joue un rôle international de premier plan dans l'élaboration d'indicateurs mondiaux. Il a également mobilisé 33 milliards de dollars canadiens dans le cadre de son soutien officiel au développement durable à l'étranger entre 2018 et 2021. Ces investissements vont de pair avec l'engagement de haut niveau du pays en faveur d'une action mondiale, le Premier Ministre Trudeau coprésidant actuellement le groupe Championnes et champions des objectifs de développement durable créé par le Secrétaire général, avec la Première Ministre de la Barbade, M^{me} Mottley.

Par son aide internationale, le Canada continue d'améliorer la vie de millions de personnes dans le monde en soutenant des programmes qui s'attaquent à la faim et à la malnutrition (objectif 2), en investissent dans une éducation de qualité (objectif 4), en promouvant les droits humains (objectif 16), en améliorent la santé mondiale (objectif 3) et en favorisant l'égalité des sexes (objectif 5). L'aide du Canada a atteint plus de 4 millions de filles et de femmes dans le monde et plus de 900 organisations de défense des droits des femmes.

Le Canada a bien progressé dans la réalisation des objectifs de développement durable. Bien que cela soit encourageant, il reste encore beaucoup à faire. Le Canada continue de constater des inégalités en matière de santé pour de nombreuses populations, notamment des écarts dans les résultats sanitaires des peuples autochtones. Les données continuent de mettre en évidence l'ampleur de l'inégalité de genres et de la situation de handicap et leurs conséquences sur la réalisation de nombreux autres objectifs. Beaucoup de Canadiennes et Canadiens connaissent une insécurité alimentaire croissante et des problèmes d'accès au logement, car les prix augmentent à un rythme plus rapide que les revenus, ce qui aggrave la situation socioéconomique déjà défavorable des populations vulnérables.

Le Canada demeure toutefois fermement résolu à promouvoir et à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable dans le cadre d'une approche inclusive mobilisant l'ensemble de la société, afin que personne ne soit laissé de côté.

Chili

[Original : espagnol]

Le Chili réaffirme son engagement en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de ses objectifs, ainsi que du multilatéralisme, qui sont le meilleur moyen de relever les défis mondiaux sans laisser personne de côté.

Depuis notre deuxième examen national volontaire, en 2019, la réalisation des objectifs a été fortement entravée par les conséquences de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la crise économique, la crise environnementale et les tensions géopolitiques.

Pour faire face à ces problèmes, le Chili a lancé des consultations et des activités de collaboration en faveur de la durabilité. L'adoption de la Stratégie nationale de mise en œuvre du Programme 2030 a été l'un des points forts de cet engagement renouvelé. Cette stratégie représente un large consensus à l'échelle du pays visant à définir la marche à suivre d'ici à l'horizon symbolique de 2030. Elle prévoit divers mécanismes de participation incluant des représentantes et représentants des divers secteurs de la société, et ce, dans tout le pays.

La Stratégie énonce la vision de l'État chilien, qui transcende les cycles de gouvernement, pour un pays durable et inclusif, où les dimensions sociales, environnementales et économiques sont équilibrées et où règnent la paix et la justice. Elle met l'accent sur les personnes et les droits humains et est fondée sur une approche transversale des questions de genre. Elle comprend une importante composante relative à l'adaptation du Programme 2030 aux réalités locales en tant que méthode d'amélioration et de renforcement des alliances locales.

Le développement économique et social du Chili au cours des dernières décennies a favorisé une réduction considérable de la pauvreté et, partant, une amélioration du niveau de vie de millions de personnes. Aujourd'hui, les défis nous obligent à bâtir des consensus qui s'inscrivent dans le long terme et qui permettent de combattre la pauvreté, les changements climatiques et l'érosion du tissu social.

Par conséquent, la Stratégie du Chili est centrée sur les personnes et vise à promouvoir des politiques publiques destinées à réduire les différentes vulnérabilités sociales et à renforcer le système de protection sociale.

La Stratégie tient également compte des préoccupations environnementales en abordant la triple crise que sont les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution mondiale et en transformant la relation entre les êtres humains et la nature, afin de parvenir à une transition socioéconomique juste. À cet égard, nous mettons en œuvre d'importants plans, stratégies et lois dans le domaine de l'environnement, qui portent sur diverses questions telles que la gouvernance de l'eau, les villes durables, la protection de l'océan, la progression vers une économie circulaire et la lutte contre les changements climatiques.

Pour progresser sur la voie du développement durable, nous devons nous attaquer aux difficultés rencontrées dans le domaine de la productivité et de l'innovation. Le Chili a fait de la transformation du secteur énergétique une politique d'État et exécute des projets de développement des capacités et des infrastructures dans des domaines clés, comme l'industrie de l'hydrogène vert et du lithium, jetant ainsi les bases d'une économie verte qui se développe dans le respect des principes d'équité territoriale, d'égalité des genres et de travail décent et contribuant ainsi, en tant que pays, aux objectifs ambitieux que la communauté internationale s'est fixés dans l'Accord de Paris.

Cependant, il n'y a pas de développement durable sans une culture de paix, des institutions solides et une démocratie complète. Le Chili entend bâtir une société juste et inclusive, en s'attaquant à des questions telles que la sécurité urbaine, la violence et la discrimination. Les défis liés au développement intégral, qui suppose des programmes représentatifs du pays ainsi que des peuples autochtones dans toute leur diversité, la protection de l'enfance et des adolescents et celle des personnes âgées, doivent être l'occasion de nouer des accords nationaux entre de multiples acteurs, ainsi que des alliances aux niveaux mondial, régional et local.

Dans cet examen national volontaire, le Chili fait de l'introspection, recense ses réussites, parle de ses difficultés et réaffirme un objectif ambitieux dans le cadre du Programme 2030, conscient qu'il atteindra les objectifs seulement en collaborant avec la communauté internationale et en plaçant les personnes, la prospérité et la Planète au cœur de son action.

Comores

[Original : français]

Les Comores évaluent les progrès accomplis depuis 2020 et partagent leurs réussites et leurs défis dans la réalisation des objectifs de développement durable.

État de la réalisation des objectifs de développement durable

Les Comores poursuivent et renforcent leur engagement dans la réalisation des objectifs de développement durable avec la révision de la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable suivie de l'adoption du plan « Comores Émergent ». Ce dernier, aligné sur les objectifs de développement durable, transcrit la vision du Gouvernement pour ce qui est de réaliser les priorités nationales et d'atteindre les objectifs de développement durable en 2030.

Cependant, la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et la guerre d'Ukraine ont impacté négativement la trajectoire du développement du pays. Un plan de relance post-COVID-19 2022-2026, basé sur l'étude de l'impact de la COVID-19 sur le plan « Comores Émergent », a été adopté en 2022. Il sert à coordonner l'action des partenaires de développement, notamment le suivi de la Conférence des partenaires pour le développement des Comores, tenue à Paris en décembre 2019.

Des progrès ont été observés dans l'économie numérique, notamment du fait des investissements réalisés et des innovations, comme le lancement du service bancaire mobile pour ce qui est d'améliorer l'offre de service, ce qui contribue à l'accélération de la pénétration du numérique. Des progrès ont également été enregistrés en matière de développement de l'économie bleue au moyen de l'amélioration de la sûreté et de la sécurité maritime, de la connectivité inter-îles et de la relance du processus d'industrialisation du secteur de la pêche.

S'agissant du principe visant à ne laisser personne de côté, le pays a initié le renforcement de son système de protection sociale contributive et non contributive. Une loi en faveur de l'emploi des jeunes a été promulguée. Le pays a adopté de nouvelles lois, notamment un nouveau code pénal qui renforce la législation relative à la violence contre les enfants et les femmes. Des efforts restent à faire dans l'inclusion des personnes vivant avec un handicap et la promotion et la protection de leurs droits.

Le pays a mis en place et opérationnalisé son institution nationale des droits de l'homme et des libertés publiques.

La couverture sanitaire universelle a été instituée. Grâce à un fort engagement communautaire, le taux de couverture vaccinale contre la COVID-19 a dépassé 50 %, inscrivant les Comores dans la liste des pays africains les plus vaccinés contre cette maladie.

Les Comores ont choisi une approche intégrée mettant en cohérence le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, le Programme 2030 et l'Accord de Paris. Un processus d'élaboration d'un plan national d'adaptation couplé avec la révision de la stratégie nationale de réduction des risques de catastrophe est en cours. Le Gouvernement poursuit ses initiatives visant à augmenter la capacité des énergies renouvelables pour atteindre 40 % en 2030.

Le pays dispose d'une stratégie nationale de mobilisation des ressources dans le cadre national de financement intégré des objectifs de développement durable. Des efforts sont consentis pour mobiliser des ressources de financement innovantes. En matière de préservation et de restauration des écosystèmes terrestres, la superficie des sites de biodiversité terrestre a été étendue à 163 754 hectares avec la création de nouvelles aires protégées. Le pays est passé du seul parc marin de Mohéli à six parcs terrestres et marins actuellement. Le nombre d'accords de cogestion signés entre les parcs et les communautés pour la gestion des ressources marines est actuellement de 72 contre 17 en 2015.

Les défis majeurs

La COVID-19 et la guerre d'Ukraine ont ébranlé une économie nationale très dépendante de l'extérieur. Les défis consistent notamment à mettre en place et à moderniser des infrastructures économiques et à améliorer l'environnement des affaires. D'autres défis majeurs concernent l'appropriation nationale des objectifs de développement durable et le renforcement des capacités de gestion du développement incluant la coordination des partenaires, la mobilisation des ressources et leur absorption, la consolidation du système statistique national, la gestion des déchets et le renforcement du système de protection sociale.

Un autre défi concerne les domaines d'appui.

Le pays aurait besoin d'un appui technique et/ou financier dans les domaines ci-après :

- Énergie propre ;
- Sécurité alimentaire ;
- Économie bleue ;
- Renforcement de capacités de gestion du développement incluant les statistiques et la planification du développement ;
- Parité femmes-hommes dans l'enseignement supérieur, professionnel et technique.

Croatie

[Original : anglais]

État d'avancement de la réalisation des objectifs de développement durable

Le développement durable est l'une des priorités de la Croatie, car le pays se situe en Méditerranée, l'une des régions du monde qui sera la plus durement touchée par les changements climatiques, l'aggravation de l'aridité, les inondations et l'élévation du niveau de la mer. Cette réalité se manifeste particulièrement dans les

politiques, initiatives et stratégies que le pays met en place afin d'atteindre les objectifs de développement durable aux niveaux national et mondial.

En passe de combler le fossé économique qui la sépare des économies développées de l'Union européenne, la Croatie s'efforce de le faire sans que cela nuise à ses engagements climatiques, qu'elle s'applique à honorer en parallèle. Ainsi, d'ici à 2030, elle entend réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 65 % par rapport à 1990 et faire en sorte que sa production d'électricité issue de sources renouvelables dépasse les 35 %. Avec 31 % de sa consommation d'énergie primaire qui provient de sources d'énergie renouvelables, la Croatie se classe au huitième rang des pays de l'Union européenne, pour lesquels la moyenne s'établit à 22 %.

Comme le reste du monde, la Croatie a rencontré plusieurs difficultés de taille en 2020. S'ajoutant aux menaces liées aux conséquences des changements climatiques, la crise mondiale déclenchée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a entraîné une baisse notable de l'activité économique, alors même que le Gouvernement avait pris des mesures sanitaires ciblées visant à préserver au maximum les libertés individuelles. La Croatie a également été frappée par deux tremblements de terre dévastateurs, l'un dans la capitale, Zagreb, et l'autre dans la région du Banovina, qui ont causé d'importants dégâts et dont il faudra des années pour réparer les conséquences, bien plus lourdes que celles de la pandémie. L'économie croate a par ailleurs souffert de l'invasion russe de l'Ukraine, à qui la Croatie a néanmoins apporté une aide humanitaire, économique, politique et militaire dès le début de la guerre.

En dépit de tous ces obstacles, la Croatie a préservé sa cohésion sociale et a été en mesure de maintenir sa croissance économique tout au long de cette période difficile.

Depuis l'examen national volontaire de 2019, la Croatie continue de faire des progrès notables dans la réalisation des objectifs de développement durable. Ces avancées sont particulièrement visibles dans les domaines de l'équité économique et sociale, de la productivité du travail et de la stabilité macroéconomique.

D'autres domaines ont enregistré d'importants progrès, tels que la transition énergétique visant à atteindre la neutralité climatique, la protection de l'environnement et de la nature, la réduction du risque de pauvreté, l'amélioration du niveau de vie et la promotion de l'égalité.

La Croatie promeut également un développement social et économique durable au moyen de politiques qui soutiennent l'économie nationale en cette période difficile, l'objectif étant de faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte et d'apporter un soutien aux groupes sociaux les plus vulnérables. En outre, par ses réformes et ses investissements, elle favorise trois processus parallèles, à savoir la transformation numérique, le renouvellement démographique et la transition verte, qui passe par une meilleure gestion des déchets et de l'eau et la fourniture de services publics efficaces et se traduit par une amélioration du niveau de vie dans l'ensemble du pays.

Intégration des objectifs de développement durable dans les politiques et processus nationaux

Adoptée en février 2021, la Stratégie nationale de développement à l'horizon 2030 de la République de Croatie se situe dans le prolongement du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et d'autres engagements multilatéraux. Les objectifs stratégiques qui y sont arrêtés et la mise en œuvre coordonnée des politiques qui y sont définies vont largement dans le sens des objectifs de développement durable et visent à aider la Croatie à mieux réaliser son potentiel, à remédier aux

dommages économiques et sociaux causés par la crise mondiale et à promouvoir le relèvement.

Après l'adoption de la Stratégie nationale de développement, le pays a commencé d'intégrer de manière systématique le développement durable dans les politiques sectorielles et la législation relative à la planification stratégique aux niveaux national, régional et local.

Des lois et des règlements ont été adoptés pour traiter les questions de développement durable et assurer la protection de l'environnement, des ressources naturelles et des droits humains.

En outre, la Croatie promeut le développement durable au moyen de divers projets et programmes. À ce titre, elle coopère activement avec d'autres pays, organisations et institutions dans le but de mettre en commun l'expérience, les connaissances et les meilleures pratiques dans le domaine du développement durable.

La Croatie a amélioré son processus de planification stratégique à l'aide de réformes menées dans le cadre du plan national de relèvement et de résilience, qui lui permet par ailleurs de rationaliser l'exécution des politiques publiques, notamment celles qui sont liées à la réalisation des objectifs de développement durable. Le plan national aide également à la prise de décisions, garantit l'efficacité et la transparence des politiques publiques et permet une coordination plus efficace aux fins de la réalisation des objectifs.

France

[Original : français]

La France présentera en juillet 2023 son deuxième examen national volontaire. Cet exercice permettra de constater les progrès réalisés vers la réalisation des objectifs de développement durable, ainsi que les défis restant à relever à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La France est attachée à ce que cet état des lieux soit d'une part l'exercice de bilan des politiques publiques mises en œuvre depuis le dernier examen national volontaire présenté en 2016 ainsi que la mise en exergue des réalisations de la société civile (entreprises, collectivités territoriales, organisations non gouvernementales, associations, secteur de la recherche, etc.) engagée en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable.

La préparation de l'examen s'est déroulée selon une approche partenariale. L'administration a proposé dès l'automne 2022 à l'ensemble de la communauté Programme 2030, rassemblant les acteurs français engagés dans la réalisation des objectifs de développement durable, de traduire leurs enjeux et de proposer des actions phares à faire connaître. Une conférence spécifiquement dédiée aux partages des contributions des acteurs est prévue en mai 2023 afin qu'émergent des initiatives fortes à valoriser sur les cinq objectifs passés en revue cette année lors du forum politique de haut niveau pour le développement durable. Les axes de travail proposés par la société civile pour poursuivre les efforts communs pourront être soulignés et intégrés dans le document de l'examen national français. Une commission a été constituée spécifiquement pour ce sujet : 15 experts sont rassemblés par l'Institut Open Diplomacy, association dont la mission est de sensibiliser les citoyens aux enjeux internationaux, pour animer la conférence.

En 2019, la France s'est dotée d'une feuille de route pour le Programme 2030 fixant le cap pour une nation entreprenante, solidaire et écologique autour des six enjeux suivants :

- Agir pour une transition juste, en luttant contre toutes les discriminations et inégalités et en garantissant les mêmes droits, opportunités et libertés à toutes et à tous ;
- Transformer les modèles de sociétés par la sobriété carbone et l'économie des ressources naturelles, pour agir en faveur du climat, de la planète et de sa biodiversité ;
- S'appuyer sur l'éducation et la formation tout au long de la vie pour permettre une évolution des comportements et modes de vie adaptés au monde à construire et aux défis du développement durable ;
- Agir pour la santé et le bien-être de toutes et tous, notamment par l'intermédiaire d'une alimentation et d'une agriculture saines et durables ;
- Rendre effective la participation citoyenne à la réalisation des objectifs de développement durable et concrétiser la transformation des pratiques par le renforcement de l'expérimentation et de l'innovation territoriale ;
- Œuvrer sur les plans européen et international en faveur de la transformation durable des sociétés, de la paix et de la solidarité.

Le rapport de la France fera son bilan des progrès réalisés et des voies d'amélioration dans la mise en œuvre du Programme 2030 au prisme de ces six axes transversaux, qui permettent d'envisager de manière globale les transformations nécessaires vers plus de durabilité, de justice et de résilience. Les résultats objectifs par objectif y seront détaillés sur la base des 98 indicateurs du cadre de suivi national du Programme 2030, définis de façon concertée dans le cadre du Conseil national de l'information statistique et suivis de manière indépendante par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

La France demeure pleinement engagée avec ses partenaires européens pour mettre en œuvre les transformations nécessaires à la réalisation de nos engagements collectifs à l'horizon 2030, sur les plans national et international, en s'assurant que personne ne soit laissé de côté. Parce que les grands défis qui structurent notre monde ne connaissent pas de frontières, la France rappelle son attachement aux solutions multilatérales, seules à même de garantir la préservation des biens publics mondiaux.

Guyana

[Original : anglais]

One Guyana : un développement durable à faible intensité de carbone pour toutes et tous

La stratégie de développement à faible intensité de carbone à l'horizon 2030, plan national de développement du Guyana, énonce la vision d'un pays équitable, inclusif, durable et prospère qui crée un modèle permettant d'éviter la déforestation et de préserver la couverture forestière tout en quintuplant la taille de l'économie en 10 ans, sans augmenter les émissions énergétiques. Ces services de réduction du carbone sont une initiative phare dans la mobilisation des ressources nationales, qui est essentielle pour financer la réalisation des objectifs de développement durable. Les deux éléments clés de l'action visant à atteindre les objectifs sont les suivants : a) adapter les cibles associées aux objectifs de développement durable au contexte local en les intégrant dans le processus budgétaire national ; b) incorporer les grands facteurs d'accélération du développement, tels que le recours accru aux solutions technologiques, dans les principaux secteurs.

Dans son deuxième examen national volontaire, le Guyana se livre à un examen approfondi des objectifs thématiques qui seront abordés au forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2023 et réaffirme l'engagement qu'il a pris en faveur de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'examen national volontaire s'est fait avec la participation de multiples parties prenantes, ce qui a permis la mise en commun d'expériences et d'enseignements et a fait ressortir la nécessité de renforcer la collaboration interinstitutions ainsi que les systèmes de données. Il est en outre nécessaire de prendre d'urgence des mesures fortes à l'échelle mondiale pour faire en sorte que le Programme 2030 puisse être réalisé.

Objectif 6. Au nombre des mesures ciblées visant à améliorer l'approvisionnement, la fiabilité et la qualité de l'eau figurent notamment le fait de développer les infrastructures relatives à l'eau et à l'assainissement pour étendre la couverture, améliorer le traitement et réduire la quantité d'eau non comptabilisée et le fait de renforcer les partenariats nationaux et internationaux. Il demeurera essentiel de mettre l'accent sur l'étude des terrains aquifères et la gestion intégrée des ressources en eau pour parvenir à gérer ces ressources de manière durable.

Objectif 7. En utilisant le gaz naturel pour sortir du fuel-oil lourd et en développant l'énergie solaire, l'énergie éolienne, l'énergie de la biomasse et l'hydroélectricité, le Guyana assurera sa transition vers les énergies propres et renouvelables, qui composeront plus de 80 % de son bouquet énergétique d'ici à 2030. En outre, il disposera d'une puissance installée qui lui permettra d'accueillir une consommation d'énergie cinq fois supérieure à ce qu'elle est actuellement, sans guère augmenter ses émissions de gaz à effet de serre, ce qui en fera l'un des pays ayant atteint le plus haut degré de dissociation entre croissance économique et utilisation d'énergies renouvelables dans le monde.

Objectif 9. Le Guyana s'emploie à accroître considérablement ses investissements dans les infrastructures, et ce, dans tous les principaux secteurs, notamment les transports et la connectivité routière, aérienne et par voie d'eau, ce qui permet aux citoyens et aux entreprises de faire des économies et de gagner du temps.

Longtemps freiné par le prix de l'énergie, le secteur manufacturier est en passe de se développer en raison de récents investissements visant à exploiter le gaz naturel, ce qui devrait permettre de réduire considérablement les dépenses de fonctionnement liées à l'énergie, et d'augmenter ainsi la compétitivité. En outre, le Guyana, qui entend améliorer sa capacité nationale de recherche et sa connectivité mobile, continuera de mettre l'accent sur le transfert de technologies et les partenariats avec les pays qui ont une longue expérience dans ces domaines.

En 2021, le pays a créé le label « Made in Guyana » en complément d'autres mesures visant à soutenir les petites industries telles que les pépinières d'entreprises.

Objectif 11. L'accent est mis sur la mise en œuvre de pratiques urbaines durables et l'aménagement du territoire, sur la fourniture de logements abordables, sur la régularisation des implantations sauvages et sur le renforcement de la collaboration interinstitutions. Les interventions se sont concentrées sur les personnes à faibles et moyens revenus, dont beaucoup sont des femmes, qui ont bénéficié de programmes de subventions visant à promouvoir l'accès à des logements abordables et à des possibilités de financement du logement, ainsi que de la suppression des taxes sur plusieurs matériaux de construction. Grâce à l'accélération du programme de logements, plus de 24 000 lots ont été attribués à un coût foncier subventionné. En raison de l'expansion des centres de population et des entreprises, la pression liée aux déchets solides a augmenté de près de 50 %, et il faut donc moderniser les décharges et autres installations et accroître leur capacité.

Le Guyana est en outre vulnérable aux effets des changements climatiques, qui sont aggravés par sa géographie. Pour être résilient, il doit se préparer sérieusement aux catastrophes et être en mesure de les gérer de manière efficace, conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030).

Objectif 17. L'engagement consistant à consacrer 0,7 % de son revenu national brut à l'aide aux pays en développement, qui a été pris il y a longtemps et n'a pas été suivi d'effets, est au cœur des moyens de mise en œuvre du développement durable et des partenariats mondiaux noués dans ce domaine. Les limitations de la capacité nationale à mobiliser des ressources publiques persistent, et se sont même durcies après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). La menace existentielle que représentent les changements climatiques et les chocs économiques qui en découlent freinent encore davantage le développement. À moins que les engagements en matière d'aide publique au développement ne soient tenus rapidement et systématiquement, les moyens de mise en œuvre des objectifs de développement durable et le concept de partenariat mondial sont tous deux en danger.

En outre, étant donné que le Guyana a été reclassé, devenant un pays à revenu intermédiaire supérieur, il lui est plus difficile d'accéder à des prêts à des conditions concessionnelles auprès des partenaires traditionnels, et ses emprunts lui coûtent nettement plus cher. Le fait d'utiliser un seul élément statistique, à savoir le produit intérieur brut par habitant, comme clé de lecture d'un développement multidimensionnel est un véritable problème dans le contexte du développement durable. Il est plus que temps que la communauté internationale adopte d'urgence un indice de vulnérabilité multidimensionnel pour évaluer les pays.

Le Président du Guyana, Mohamed Irfaan Ali, a toujours défendu le concept du « One Guyana » (Guyana uni). En 2020, lors de son discours d'investiture, il a déclaré qu'à l'avenir, toutes les Guyaniennes et tous les Guyaniens devaient faire preuve de fraternité et s'entraider afin que personne ne soit laissé pour compte dans la marche vers le progrès et la prospérité. Ce message vaut aussi pour la communauté des nations.

Irlande

[Original : anglais]

L'Irlande est fière d'avoir joué un rôle important dans l'élaboration et l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elle continue d'être un des chefs de file de la réalisation des objectifs de développement durable, aux niveaux national et international, et mènera les consultations et cofacilitera les négociations sur le document final – la déclaration politique – du Sommet sur les objectifs de développement durable, qui se tiendra en septembre 2023.

L'examen national volontaire de l'Irlande a pour thème « Reconstruire en mieux sans laisser personne de côté ». Eu égard à ce thème, et afin de faire entendre la voix des personnes les plus défavorisées, certains chapitres ont été rédigés par des acteurs de la société civile. En janvier et avril 2023, des forums nationaux de parties prenantes ont été organisés en vue de promouvoir une véritable participation de la société civile, notamment de représentantes et représentants de la jeunesse. Les jeunes sont des citoyens du monde actifs qui façonnent la société et, partant, des parties prenantes essentielles au Programme 2030, au même titre que d'autres acteurs, et ils ont apporté une contribution précieuse à ces forums où ils se sont exprimés au nom de leur génération.

L'Irlande progresse à un bon rythme dans la réalisation des objectifs de développement durable, et son deuxième plan national de mise en œuvre des objectifs

(2022-2024)² témoigne de son engagement continu en faveur du Programme 2030, qu'elle s'efforce d'appliquer au moyen d'une approche mobilisant tous les pouvoirs publics et en intégrant les objectifs dans les politiques nationales.

Dans le cadre du Programme 2030 et des objectifs de développement durable, l'Irlande renforce également les liens et l'engagement qui l'unissent au reste du monde à l'aide de son programme d'aide au développement à l'étranger. Depuis son dernier examen national volontaire, elle a publié le document intitulé *A Better World: Ireland's Policy for International Development*³ (2019) (Un monde meilleur : la politique de l'Irlande au service du développement international), dans lequel elle intègre pleinement les objectifs de développement durable et expose les contributions qu'elle apporte à leur réalisation, à l'échelle nationale comme internationale. Les principales priorités sont la réduction des besoins humanitaires, le soutien à l'action climatique, la promotion de l'égalité des genres et le renforcement de la gouvernance, le tout étant sous-tendu par la volonté de toucher en premier lieu les personnes les plus défavorisées. Ces priorités sont conformes aux objectifs de développement durable et au Programme 2030. L'Irlande poursuit également son action dans des domaines qui comptent historiquement parmi ses points forts, tels que la sécurité alimentaire, l'éducation et la santé.

Comme dans tous les pays du monde, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a eu des conséquences extraordinaires sur la vie de la population et entraîné des perturbations sociales et économiques sans précédent.

Pour répondre à la crise, le Gouvernement a adopté une approche mobilisant l'ensemble des pouvoirs publics, faisant intervenir plusieurs politiques-cadres transversales établies au niveau national dans le relèvement de la pandémie, afin de faire face aux défis et aux besoins de longue date tout en préparant l'économie et le marché du travail aux obstacles et aux perspectives à venir.

Bon nombre des mesures qui permettront à l'Irlande d'atteindre les objectifs de développement durable seront mises en œuvre dans le cadre de politiques telles que le plan de relance économique, élaboré en conformité avec le plan national de relèvement et de résilience, qui s'inscrit dans l'initiative NextGenerationEU – un plan de relance d'une valeur de 750 milliards d'euros destiné aux pays de l'Union européenne. L'Irlande s'est particulièrement attachée à assurer la double transition verte et numérique, et met en œuvre des politiques et des programmes de travail importants à cette fin, ce qui lui permet de reconstruire en mieux et d'assurer une transition juste pour toutes et tous.

Les 11 dimensions du cadre national destiné à assurer le bien-être, conçu pour permettre de mieux appréhender ce qui constitue la qualité de la vie, ont été mises en correspondance avec les objectifs de développement durable, ce qui permet de faire ressortir les synergies entre les deux initiatives. L'intégration de ce cadre dans le processus d'élaboration des politiques favorise les progrès vers la réalisation des objectifs. Les cadres relatifs à l'égalité et au bien-être sont en train d'être intégrés dans le processus budgétaire, l'objectif étant de mieux informer les décideuses et décideurs politiques, ce qui a des incidences sur des domaines tels que les revenus, la santé et l'éducation.

Notre planète est soumise à une pression sans précédent sous l'effet de la triple crise des changements climatiques, de la pollution et de la perte de biodiversité. Dans son plan d'action pour le climat pour 2023, l'Irlande a établi un cadre juridiquement contraignant pour les objectifs et les engagements nationaux en matière de climat et

² Disponible à l'adresse suivante : <https://www.gov.ie/en/publication/e950f-national-implementation-plan-for-the-sustainable-development-goals-2022-2024/>.

³ Policy for International Development – Ministère des affaires étrangères (irishaid.ie).

fait en sorte que les structures et les processus nécessaires se fondent sur une base statutaire afin de remplir ses obligations à court et à long terme. Nous pouvons tirer parti des objectifs de développement durable pour créer un monde meilleur, plus vert et plus sûr, ainsi qu'une transition juste qui transforme tous les secteurs de l'économie, sans laisser personne de côté.

Dans ce contexte, avec son examen national volontaire, l'Irlande montre qu'elle intensifie son action en vue d'atteindre les objectifs de développement durable, mettant en avant la contribution de l'ensemble de l'administration aux domaines de l'action climatique et de l'économie circulaire, de l'emploi, de l'éducation, de la santé et du logement ainsi que le soutien international qu'elle fournit à l'appui des objectifs afin de reconstruire en mieux, déterminée à ne pas se contenter de survivre à la crise climatique, mais à prospérer en dépit de celle-ci.

L'Irlande s'engage à présenter son deuxième examen national volontaire au forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2023.

Islande

[Original : anglais]

Dans son deuxième examen national volontaire, l'Islande réaffirme son engagement en faveur des objectifs de développement durable et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'examen s'appuie sur les progrès réalisés depuis 2019, date à laquelle l'Islande a présenté son premier examen, sur de nouveaux mécanismes institutionnels et sur une participation et une consultation accrues des parties prenantes, et se fonde sur davantage de données qu'auparavant. Toutefois, des difficultés subsistent, dues en particulier aux effets désastreux des changements climatiques, de la maladie à coronavirus (COVID-19), de l'agression russe en Ukraine et de la multiplication des conflits dans le monde.

Procédure relative à l'examen national volontaire

Dans le deuxième examen national volontaire de l'Islande, on trouvera des chapitres rédigés par des parties prenantes, le Conseil de la jeunesse pour les objectifs de développement durable, la Déléguée islandaise de la jeunesse auprès de l'Organisation des Nations Unies pour le développement durable, des organisations de la société civile, l'Institut d'études sur le développement durable de l'Université d'Islande et l'Association islandaise des collectivités locales. Une vaste consultation a également été menée auprès de diverses parties prenantes sous la forme de réunions en présentiel avec des organisations de la société civile, de consultations en ligne ainsi que d'une concertation avec la Commission parlementaire sur l'avenir.

En parallèle du deuxième examen national volontaire, l'Association islandaise des collectivités locales procèdera à un examen infranational volontaire, l'objectif étant d'intégrer davantage les administrations locales au travail que produit l'Islande dans le cadre du Programme 2030. Selon les résultats d'une enquête envoyée à toutes les municipalités, les principales obligations dont celles-ci doivent s'acquitter sont alignées sur les objectifs de développement durable, mais le principal obstacle au travail stratégique qu'elles réalisent en lien avec les objectifs est le manque de ressources financières et humaines.

Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable

On trouvera dans l'examen national volontaire l'état d'avancement actuel de l'Islande au regard de chacun des 17 objectifs, tel qu'évalué par des spécialistes des divers ministères. Une version détaillée de cette évaluation est disponible sur un

tableau de bord en ligne. Pour la première fois, chaque objectif y fait l'objet à la fois d'une évaluation menée par le Gouvernement et d'une évaluation menée par la société civile. Lors de son premier examen national volontaire, en 2019, l'Islande avait fourni des données pour 30 % des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable. Dans ce deuxième examen, cette proportion s'établit à 70 %.

En plus des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, 39 indicateurs de bien-être ont été créés pour suivre la qualité de la vie et le bien-être en Islande en examinant des facteurs qui vont au-delà des mesures économiques telles que le produit intérieur brut (PIB). Ces indicateurs nationaux de bien-être se fondent sur les trois principaux piliers du développement durable. Parmi ces 39 indicateurs, les 34 premiers doivent permettre de mesurer les cinq derniers, qui sont encore en cours d'élaboration. Soixante pour cent des indicateurs de bien-être examinés ont enregistré des progrès, tandis que 40 % ont stagné ou reculé.

Moyens de mise en œuvre

La mise en œuvre du Programme 2030 et des objectifs de développement durable au niveau national est coordonnée par le Cabinet de la Première Ministre, en étroite collaboration avec le Ministère des affaires étrangères. En 2022, une nouvelle plateforme de coopération a été créée au service du développement durable. Elle a pour objectif de formuler une stratégie nationale pour un développement durable et de coordonner le travail de l'État avec les différentes parties prenantes. La stratégie s'appuiera sur les objectifs de développement durable comme principes directeurs et définira des objectifs mesurables, assortis d'un plan d'action devant permettre de les atteindre. Y seront notamment précisées les attributions de l'État et de la société en général.

Le Conseil national du développement durable est l'épine dorsale de la plateforme de coopération. Il compte parmi ses membres tous les ministres du Gouvernement, des représentantes et représentants de chaque parti du Parlement, des municipalités, du secteur des affaires, des partenaires sociaux et des organisations de la société civile. Le Gouvernement islandais a conscience que pour parvenir à une transition juste et inclusive, qui ne laisse personne de côté, il est nécessaire d'établir un vaste dialogue social et de collaborer avec les parties prenantes.

Principaux défis

L'un des principaux défis que rencontre l'Islande dans la réalisation des objectifs de développement durable concerne les effets d'entraînement, c'est-à-dire le fait que les actions d'un pays ont une influence sur la capacité d'autres pays d'atteindre les objectifs. Bien classée pour ce qui est de la réalisation des objectifs de développement durable, l'Islande est pourtant l'un des pays qui a le plus de retombées négatives. Elle s'attache donc à les cerner pour mieux les comprendre, les mesurer et les gérer.

Les sept domaines d'intervention ci-dessous ont été définis afin de cerner les défis auxquels la Stratégie nationale de développement durable devra répondre, de dégager des cibles clés et d'établir un plan d'action.

1. Économie et circularité
2. Égalité, santé et bien-être
3. Éducation, culture et science
4. Infrastructures et questions régionales
5. Alimentation, terre et eau

6. Énergie et climat
7. Coopération internationale

Koweït

[Original : anglais]

En 2015, le Koweït a pris la décision de portée générale d'intégrer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans sa vision à long terme. Intitulée « Nouveau Koweït », cette vision à l'horizon 2035, qui comprend sept grands piliers, entérine intégralement et intègre structurellement les 17 objectifs de développement durable et les 169 cibles qui leur sont associées, ainsi que les indicateurs connexes. Depuis, l'État déploie d'importants efforts de sensibilisation, de mise en œuvre et de coordination au niveau national en suivant le triple principe de durabilité sociale, économique et environnementale, afin de réaliser l'ambition ultime consistant à ne laisser personne de côté.

Comme pour son premier examen national volontaire, qui date de 2019, le Koweït a opté pour une approche mobilisant l'ensemble de la nation pour la préparation du deuxième examen. L'objectif était de permettre à toute une série d'acteurs nationaux et de parties prenantes du secteur public, du secteur privé, du monde universitaire et de la société civile de participer à la procédure d'examen et de rendre compte de leurs réalisations respectives, des programmes qu'ils menaient ainsi que des difficultés qu'ils rencontraient, faisant ainsi de ce deuxième examen un véritable rapport national.

L'examen, qui s'appuie sur des recherches et des documents solides, rend compte de manière fiable des nombreuses avancées de taille réalisées jusqu'à présent et met en lumière les défis qui restent à relever au regard des différents objectifs et cibles. Y sont dépeintes, preuves et données solides et détaillées à l'appui, les nombreuses mesures de politique générale et mesures institutionnelles que le Koweït a prises pour s'appliquer à atteindre tous les objectifs et les cibles qui leur sont associées, en dépit des nombreux obstacles, tels que les effets néfastes de la maladie à coronavirus (COVID-19).

Comme tant d'autres pays, le Koweït a vu ses priorités en matière de développement changer drastiquement avec la propagation de la pandémie. Celle-ci a exercé une pression imprévue sur le système de santé, perturbé l'économie et entraîné des répercussions négatives sur tous les aspects de la vie. On trouvera dans le deuxième examen national volontaire un compte rendu de la réponse complète, efficace et largement intégrée que le Koweït a apportée à la pandémie. L'examen fait état des nombreux enseignements tirés de la pandémie en ce qui concerne la santé, la sécurité alimentaire, la protection sociale, le système d'aide sociale, l'environnement, les changements climatiques et autres, et met en lumière les décisions politiques et les engagements programmatiques à court, à moyen et à long terme qui en ont découlé et qui visaient à assurer la durabilité et à reconstruire en mieux. À l'international, l'examen expose les contributions du Koweït pour ce qui est de la fourniture d'une aide d'urgence aux pays en développement ainsi que son soutien au sommet sur le système de garantie de marché du COVAX organisé par Gavi. À la suite de la pandémie, le Koweït a lancé plusieurs mégaprojets conçus autour de vecteurs et de politiques de développement durable intégrés et mutuellement bénéfiques. Nombre d'entre eux ont été menés à terme ; d'autres sont en cours.

L'une des difficultés structurelles que le pays a rencontrées tient à la disponibilité limitée des données et des statistiques. Depuis 2019, des investissements continus et des programmes de développement des capacités ont été mis en place pour

remédier aux causes systémiques, institutionnelles et techniques de la limitation des données. Par conséquent, les problèmes signalés dans le premier examen national volontaire concernant les données ont donné lieu à des réalisations concrètes dans le deuxième examen. En effet, des progrès notables et continus ont été accomplis au cours des dernières années du point de vue des institutions, de la gestion, de la technique, de la collecte des données et du partage d'informations ainsi que de la diffusion. En conséquence, le Koweït peut à présent générer des données fiables, solides et régulières et les utiliser pour cibler, suivre et contrôler différents objectifs et cibles. On trouvera la preuve de ce bond en avant dans les données et les statistiques éloquentes qui ont été utilisées dans le deuxième examen pour illustrer le propos et qui ont ajouté une véritable valeur à l'analyse et au rapport du point de vue de la politique générale et de la prospective.

Le deuxième examen reflète également l'intérêt grandissant du pays pour le Programme 2030 et les différents objectifs et cibles, et met en évidence le soutien croissant de diverses collectivités nationales et parties prenantes. Il montre comment, à présent, un nombre croissant d'acteurs, de partenaires et de groupes communautaires, notamment des organismes publics chargés de l'élaboration ou de la mise en œuvre de politiques ou du contrôle à divers niveaux, ainsi que le monde universitaire, la société civile et des partenaires du secteur privé et des entreprises s'appliquent véritablement à intégrer, à défendre et à promouvoir les différentes composantes de la durabilité et à communiquer des informations sur le sujet. En effet, la durabilité et les trois piliers des objectifs de développement durable gagnent de plus en plus de terrain dans le pays et imprègnent progressivement l'élaboration des politiques publiques, la culture et la société koweïtiennes.

Au fil de son analyse, de ses pages, de ses figures et tableaux et au moyen d'une évaluation approfondie et complète des objectifs et des cibles mis en exergue pour l'examen de 2023 ainsi que des autres objectifs et cibles, le deuxième examen national volontaire rend compte de l'engagement du pays en faveur d'un développement humain inclusif, équitable et digne pour toutes et tous et de la réalisation du triple dessein qui sous-tend les objectifs de développement durable, à savoir la durabilité économique, sociale et environnementale.

Par son deuxième examen national volontaire, le Koweït réaffirme son adhésion à la plupart des accords environnementaux mondiaux et régionaux pertinents. Il y met en lumière l'engagement inébranlable qu'il a pris de renforcer sa position de premier plan aux niveaux régional et international dans le domaine du développement humain international et de la promotion du bien-être mondial et durable ainsi que des droits et du bien-être humains, de la diplomatie et des échanges culturels.

Liechtenstein

[Original : anglais]

Façonner le Liechtenstein ensemble, de manière durable et fiable : tel est l'objectif général du Gouvernement pour la période législative 2021-2025. La durabilité est donc au cœur des activités qu'il mène actuellement. Il considère que la réalisation des objectifs de développement durable est essentielle pour faire en sorte que le pays et la planète demeurent vivables pour les générations futures. Les objectifs sont plus qu'une obligation internationale. Le Liechtenstein a un intérêt particulier à ce qu'ils soient atteints.

Mise en œuvre à l'échelle nationale

Dans l'ensemble, la réalisation des objectifs de développement durable au Liechtenstein évolue de manière positive. Comme le montre le rapport, plusieurs objectifs sont en très bonne voie, en particulier les objectifs n^{os} 1 (pauvreté), 2 (faim), 3 (santé), 4 (éducation), 6 (eau), 8 (travail) et 16 (sociétés pacifiques). La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a clairement démontré la grande résilience de l'État, de l'économie et de la société face aux crises, ainsi que l'importance capitale de la coopération internationale dans la réponse aux crises.

Néanmoins, le rapport met en évidence la nécessité d'agir dans certains domaines :

- a) Il faut améliorer l'équilibre entre vie de famille et vie professionnelle ainsi que la participation politique des femmes pour parvenir à une égalité de fait entre les genres ;
- b) La mobilité au Liechtenstein n'est actuellement pas durable et continue d'évoluer dans le mauvais sens, étant donné que le transport individuel motorisé augmente ;
- c) La protection du climat progresse, mais doit encore être renforcée à l'aide de mesures efficaces pour atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050 ;
- d) Malgré l'augmentation des quotas de recyclage et la diminution de l'intensité énergétique et de l'intensité carbone dans l'économie, l'utilisation des ressources reste trop élevée en raison des modes de consommation et de production actuels ;
- e) Le pourcentage de l'aide publique au développement est inférieur à l'objectif international de 0,7 %, bien que les dépenses aient nettement augmenté.

Depuis le rapport de 2019, plusieurs stratégies et concepts visant à améliorer la durabilité ont été adoptés, tous élaborés avec la participation d'un grand nombre de parties prenantes. Ces stratégies s'appuient en partie les unes sur les autres et reflètent les liens qui existent entre les différents objectifs de développement durable :

- a) La Stratégie d'éducation 2025+ vise à mettre en place un système éducatif qui aide les personnes de tous les groupes d'âge à développer leur potentiel individuel et leur permet de participer de manière active, responsable et autonome à une société humaine, ouverte et démocratique ;
- b) La Vision climatique à l'horizon 2050 vise à atteindre la neutralité climatique dans tout le pays d'ici à 2050, un objectif qui a été inscrit dans la loi. Des mesures concrètes ont été mises en place, notamment dans la Vision énergétique à l'horizon 2050, la Stratégie énergétique à l'horizon 2030, le Concept de mobilité à l'horizon 2030, la Stratégie climatique à l'horizon 2050 et le Rapport de 2022 sur la politique agricole. En 2023, l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 a été revu à la hausse, passant de 40 % à 55 % par rapport aux niveaux de 1990, année de référence.

Les efforts de mise en œuvre font l'objet de rapports de suivi réguliers au Parlement.

En 2022, afin d'améliorer la cohérence des politiques, le Gouvernement s'est engagé à soumettre tous les nouveaux projets de loi et traités internationaux à une analyse axée sur les objectifs de développement durable. Les objectifs ont donc une place dans tous les rapports de consultation et tous les projets de loi du Gouvernement soumis au Parlement.

Contribution à la mise en œuvre au niveau mondial

Par solidarité internationale, le Liechtenstein aide les pays en développement à atteindre les objectifs de développement durable. L'accent est mis sur la réduction de la pauvreté (objectif 1), l'accès à l'éducation (objectif 4), la sécurité alimentaire (objectif 2), la promotion des droits humains et de l'état de droit (objectif 16), la protection de l'environnement et du climat et la migration (objectif 10). En raison des crises et des conflits, les dépenses de solidarité internationale ont augmenté de manière sensible. En 2022, les dépenses totales d'aide publique au développement étaient supérieures d'environ 22 % à celles de 2018, atteignant le chiffre record de 31,5 millions de francs suisses.

Le secteur privé et la société civile font également preuve d'une grande solidarité internationale. Le secteur philanthropique, notamment, apporte des contributions qui dépassent nettement les dépenses publiques d'aide publique au développement.

La participation du Liechtenstein aux organisations internationales est guidée par la conviction que les défis internationaux ne peuvent être relevés qu'au moyen de la coopération multilatérale. Cela se manifeste non seulement dans l'engagement du pays en faveur d'une protection plus efficace de l'environnement et du climat, mais aussi dans son engagement de longue date en faveur de la protection et de la promotion des droits humains, de la lutte contre l'impunité pour les violations les plus graves de ces droits, du droit humanitaire international et de la lutte contre le crime d'agression.

Participation de la société civile

Le public est de plus en plus conscient de l'importance des objectifs de développement durable et du développement durable en général. Diverses parties prenantes ont été consultées lors de la rédaction de ce rapport. Le taux de réponse élevé souligne le grand intérêt que suscite la réalisation des objectifs.

Lituanie

[Original : anglais]

Examen national volontaire : une préparation inclusive

Le deuxième examen national volontaire de la République de Lituanie porte sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable depuis 2018. L'examen permet l'analyse des progrès accomplis, mais vise également à accélérer et à renforcer la mise en œuvre et les activités de coopération en Lituanie afin d'atteindre les objectifs dans les délais impartis.

Le deuxième examen national volontaire est le résultat d'un processus inclusif et collectif. L'objectif étant de procéder à une évaluation objective des mécanismes institutionnels et des progrès réalisés, de faire preuve d'impartialité et de dégager des indications quant à la voie à suivre, de nombreux acteurs concernés issus d'institutions gouvernementales, de municipalités, d'organisations non gouvernementales, de la jeunesse, d'institutions scientifiques et d'entités commerciales ont participé à la préparation de l'examen de la Lituanie et y ont apporté leur contribution, depuis sa première version jusqu'à son approbation.

Conjoncture internationale

La paix et la sécurité sont des conditions essentielles au développement durable. La Lituanie condamne fermement l'agression militaire illégale, non provoquée et injustifiée de la Fédération de Russie, soutenue par le Bélarus, contre l'Ukraine et considère qu'il s'agit d'une violation du droit international. La Lituanie réitère sa solidarité avec l'Ukraine et le peuple ukrainien et s'engage à fournir une assistance économique, humanitaire et sociale aussi longtemps que nécessaire.

Le contexte géopolitique récent, marqué par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la guerre en Ukraine et la crise énergétique mondiale, a engendré de nouvelles difficultés liées aux aspects sociaux, économiques et environnementaux du développement durable en Lituanie. L'année 2023 est à mi-chemin entre le début de la mise en œuvre du Programme 2030 et son terme et, compte tenu de tous les défis qu'elle présente, constitue une bonne occasion de procéder à une évaluation objective, de réinitialiser et de renforcer notre engagement en faveur de la mise en œuvre intégrale et en temps voulu de chacun des 17 objectifs de développement durable.

Nouvelle base stratégique

La Lituanie a opéré des changements importants dans son système de planification et de gestion stratégiques, ce qui lui a permis de créer des liens entre ses principaux documents de planification stratégique et les objectifs de développement durable et de renforcer l'importance du Programme 2030 dans le cadre réglementaire et financier national. En 2020, un nouveau document stratégique de portée générale, le Plan de progrès national 2021-2030, a été approuvé.

La réalisation des objectifs stratégiques du Plan de progrès national doit permettre la mise en place d'une approche holistique et garantir l'harmonie des aspects sociaux, économiques et environnementaux. Pour y parvenir, trois principes horizontaux ont été inscrits dans le Plan : le développement durable, l'innovation (créativité) et l'égalité des chances ; ces principes visent à créer et à promouvoir des valeurs importantes et des changements souhaités dans les comportements et les attitudes afin que la société progresse.

Même si le nouveau système stratégique a permis une meilleure intégration des objectifs de développement durable dans l'élaboration des politiques nationales, dans la mesure où il a conféré une plus grande importance à la réalisation des objectifs dans le programme politique du pays, il est nécessaire d'adopter une approche plus active et d'améliorer la communication publique stratégique concernant le Programme 2030.

Portail consacré aux indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable

La Lituanie a conçu un nouveau portail interactif consacré aux indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable. Les données relatives aux objectifs et à leurs indicateurs sont régulièrement mises à jour et sont en accès libre, pour le public comme pour les institutions. Grâce au portail, il est possible de suivre et d'évaluer efficacement les progrès réalisés au regard de divers objectifs et indicateurs.

Objectifs de développement durable : une réalisation en bonne voie, mais pas exempte d'obstacles

L'évaluation de la mise en œuvre du Programme 2030 révèle que les progrès du pays peuvent être divisés en deux phases : avant et pendant la pandémie de COVID-19. Depuis 2018, on note une croissance économique et des tendances positives au regard des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable.

La COVID-19 a ralenti les progrès, engendré des difficultés en matière de réduction de la pauvreté, de la ségrégation sociale et des inégalités de revenus et de promotion de l'emploi, et a surchargé les services d'éducation et de santé. Ces problèmes ont pris de l'ampleur en 2021 avec l'afflux de migrants à la frontière entre le Bélarus et les pays de l'Union européenne et en 2022 avec l'invasion militaire illégale de l'Ukraine par la Russie, ainsi qu'avec le début d'une crise énergétique mondiale.

Malgré les effets négatifs de ces crises, la Lituanie a enregistré des progrès pour la plupart des objectifs de développement durable. Elle a réalisé des avancées notables en matière de réduction de la pauvreté (objectif 1) ; procédé à des réformes structurelles qui ont contribué à améliorer la qualité de l'éducation à tous les niveaux (objectif 4) ; encouragé la transition vers les énergies renouvelables (objectif 7) ; augmenté son produit intérieur brut (PIB), amélioré les indicateurs relatifs à l'emploi et augmenté les salaires (objectif 8) ; mis l'accent sur la durabilité et l'intégration de la planification urbaine (objectif 11) ; étendu la sylviculture et les zones naturelles protégées dans le pays (objectif 15).

Toutefois, dans certains cas, les tendances positives sont à court terme. Par exemple, le pays a encore fort à faire pour atteindre l'objectif de taille à long terme qui consiste à créer une économie durable et responsable (objectif 12), sans laquelle il ne peut y avoir de circularité et de neutralité climatique.

Il est donc essentiel d'évaluer en permanence la valeur ajoutée des diverses mesures, de réviser les priorités nationales liées aux objectifs de développement durable, de faire en sorte que le développement durable demeure une priorité politique et de renforcer la coopération interinstitutionnelle, publique et internationale.

Maldives

[Original : anglais]

Les Maldives sont l'un des pays les plus dispersés et les plus géographiquement fragmentés au monde. Cette nation insulaire est éparpillée sur 1 192 petites îles de basse altitude, et seulement 1 % environ de sa superficie est constitué de terres. Les 515 122 habitants étant répartis sur de petites îles dispersées, il est très difficile pour les Maldives d'assurer un développement équitable et une prospérité partagée sur toutes les îles.

Les Maldives, qui dépendent fortement du tourisme, ont été l'un des pays les plus durement touchés par le choc sans précédent de la maladie à coronavirus (COVID-19). Après que la frontière du pays a été fermée et que le tourisme s'est arrêté, de nombreuses personnes ont terriblement souffert de la perte de leurs revenus et de leurs moyens de subsistance. Les femmes travaillant dans les secteurs informels et les jeunes ont été touchés de manière disproportionnée. Le pays est parvenu à surmonter les conséquences de la COVID-19 et à relancer son économie grâce à des programmes de complément de revenus et d'aide aux entreprises et en menant à bien une campagne nationale d'information et de vaccination donnant la priorité aux travailleuses et travailleurs du secteur du tourisme et aux personnes vulnérables, laquelle a permis d'atteindre une couverture vaccinale de plus de 80 %.

Entre-temps, les difficultés budgétaires et la vulnérabilité climatique du pays se sont aggravées. Les changements climatiques menacent l'existence même des Maldives, tandis que les pandémies et les catastrophes font peser des risques importants sur les revenus, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire. Le déficit budgétaire croissant est très préoccupant et il est nécessaire de procéder à des ajustements pour gérer durablement les dépenses en immobilisations, les subventions et les dépenses sociales élevées. La résilience de l'économie et de la société dépend

fortement des ressources naturelles du pays. Les Maldives augmentent leurs investissements dans les énergies renouvelables et ont pris l'engagement ambitieux de parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2030.

Les Maldives ont accompli des progrès remarquables en matière de réduction de la pauvreté. La qualité de vie des personnes vulnérables a été améliorée à l'aide de débouchés économiques et de programmes de protection sociale. Toutefois, les inégalités de revenus persistent, et 59 % de la population réside dans les atolls, où la pauvreté de revenus et la pauvreté multidimensionnelle sont plus répandues. Cette partie de la population ne jouit pas du même accès à un enseignement de qualité et aux soins de santé ni du même niveau de vie, et, partant, ne connaît pas le même progrès socioéconomique.

La connectivité physique et numérique peut accélérer le progrès socioéconomique aux Maldives. Le projet consistant à mettre en place un réseau national intégré de ferries publics, réguliers, rapides et à coût abordable a été lancé pour relier les îles qui composent le pays, pour améliorer l'accès aux services et créer des débouchés et pour réduire les inégalités pour les personnes résidant dans les atolls. Ce réseau est en service dans la région nord du pays et relie les habitants de 41 îles. La majorité d'entre eux l'utilisent pour accéder aux services de santé. De même, une transition numérique rapide est amorcée. Pour faire face à la pandémie, il a fallu accélérer le passage au numérique pour l'éducation en ligne, la télémédecine, les systèmes de paiement électronique et d'autres utilisations. L'expansion de la desserte numérique à travers le pays, combinée à un réseau de ferry public viable, peut s'avérer utile pour ce qui est des questions d'accès et des débouchés et permettre d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable.

Les Maldives ont accompli des progrès considérables en ce qui concerne la santé et le bien-être de leur population. La mortalité maternelle, néonatale et infanto-juvénile a diminué et l'espérance de vie a augmenté pour s'établir à 79 ans. Toutefois, les maladies non transmissibles représentent une charge de morbidité importante qui doit être traitée sans attendre, et la santé mentale et les cancers sont des préoccupations croissantes. En outre, la population des Maldives vieillit et le pays a besoin d'une meilleure planification et d'un meilleur ciblage dans le domaine de la protection sociale.

Grâce à des changements progressifs dans le secteur de l'éducation, les Maldives ont pu développer leur capital humain. Même si la parité entre les genres a été atteinte dans l'enseignement primaire et secondaire, l'éducation inclusive et l'accès à un enseignement secondaire du deuxième cycle et à un enseignement supérieur de qualité demeurent problématiques dans les atolls. Pour permettre aux jeunes d'acquérir les compétences nécessaires à la vie active et à l'entrepreneuriat, des formations professionnelles sont en train d'être organisées dans des lieux ciblés de l'ensemble du pays.

En outre, les femmes participent davantage à la prise de décisions. Elles occupent un tiers des sièges des conseils locaux et représentent 33 % des ministres actuels. De même, des femmes juges ont été nommées à la Cour suprême pour la première fois en 2019. Toutefois, les femmes sont encore sous-représentées dans les instances dirigeantes et au Parlement, et elles participent peu à l'économie formelle. L'avancement et la participation des femmes sont des éléments essentiels en vue de progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable.

C'est en maintenant l'engagement politique et en s'appuyant sur une planification à long terme, sur le dialogue social et sur les partenariats que l'on fera avancer le programme de développement durable. En maximisant la décentralisation, en renforçant la résilience économique et la résilience face aux changements

climatiques, en améliorant le bien-être humain, en assurant l'égalité des genres et en développant la connectivité pour améliorer l'accès aux services, les Maldives pourront accélérer la réalisation des objectifs de développement à l'échelle nationale.

Toutefois, l'accès aux mécanismes de financement internationaux et les conditions de financement concessionnelles constituent des obstacles majeurs au développement du pays. Compte tenu de ses contraintes budgétaires en matière de développement et de ses vulnérabilités climatiques croissantes, il est essentiel que celui-ci bénéficie d'urgence d'un financement international afin de s'adapter aux changements climatiques et d'en atténuer les effets et d'assurer un développement durable.

Mongolie

[Original : anglais]

Mise en œuvre des objectifs de développement durable

I. Introduction

La Mongolie a présenté son premier examen national volontaire en 2019, et présente à présent son deuxième examen.

Le deuxième examen offre une évaluation de la réalisation des objectifs de développement durable en Mongolie au regard de chaque indicateur, des politiques, mesures et processus mis en place au niveau national et des résultats de l'application des recommandations formulées lors du premier examen. L'évaluation prend en compte les conséquences de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et des conflits géopolitiques et vise à mettre en évidence les groupes laissés pour compte du point de vue du développement et à déterminer dans quelle mesure les disparités régionales en matière de développement entravent le développement durable.

II. État d'avancement de la réalisation des objectifs de développement durable

En application des recommandations formulées lors du premier examen, la Mongolie a amélioré sa politique, sa planification et son cadre juridique en révisant la loi sur la politique et la planification du développement et en créant une institution intégrée chargée de l'élaboration des politiques et de la planification. Cela a donné lieu à l'adoption de la politique de développement à long terme intitulée « Vision 2050 », qui est appliquée de façon conforme aux objectifs de développement durable.

Les partenariats pour le développement durable se sont élargis, les initiatives des secteurs public et privé se sont multipliées, la participation des organisations de la société civile devient plus active et la coopération multilatérale continue de se renforcer.

À partir des 17 objectifs de développement durable fixés au niveau mondial et des 169 cibles qui leur sont associées, la Mongolie a formulé 16 objectifs et 134 cibles en fonction de ses caractéristiques nationales. Elle a défini un total de 191 indicateurs, dont 156 indicateurs mondiaux et 35 nationaux, ce qui permet d'améliorer l'outil destiné à évaluer les efforts de mise en œuvre et de s'appuyer sur des résultats fondés sur des données, ce qui n'était pas possible lors du premier examen.

L'évaluation montre que la Mongolie a enregistré certains progrès au regard de 15 objectifs et qu'elle a régressé dans la réalisation d'un objectif, la réduction de la pauvreté.

La pandémie de COVID-19 et les conflits géopolitiques ont eu d'importantes conséquences négatives sur l'économie de la Mongolie et sur la réalisation des

objectifs de développement durable. Par exemple, avant la pandémie, le produit intérieur brut réel par personne pourvue d'un emploi était en augmentation et les performances économiques réelles étaient à la hausse, mais en 2020, l'économie s'est contractée de 4,6 %. Toutefois, grâce aux mesures politiques prises par le Gouvernement pour relancer rapidement l'économie, celle-ci a connu une croissance de 4,8 % en 2022.

Malgré le manque de préparation aux urgences de santé publique, la réponse rapide de la Mongolie a permis de réduire les effets néfastes de la pandémie. Toutefois, faute de ressources et de matériel suffisants permettant de fournir des services de qualité en temps voulu, l'accès à d'autres services de santé s'est dégradé.

Au cours des dernières années, l'accès à l'éducation s'était amélioré et des méthodes d'enseignement innovantes avaient été mises en place, ce qui avait facilité l'apprentissage en ligne pendant la pandémie. Toutefois, les inégalités en matière d'éducation se sont accrues.

Les disparités en matière de développement social, d'éducation et de niveau de vie des ménages entre les différents territoires font obstacle à un développement inclusif. Plus précisément, les populations vivant loin de la capitale ont souvent un accès limité aux services sociaux de base et ont le plus de risques d'être laissées pour compte du point de vue du développement.

Des progrès ont été réalisés dans la protection des ressources en eau de surface et des cours supérieurs, dans l'augmentation du fonds forestier et dans la protection des ressources végétales et animales. Toutefois, les émissions de gaz à effet de serre provenant des activités traditionnelles des secteurs de l'agriculture et de l'énergie n'ont pas diminué. À titre d'exemple, la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie finale n'a pas augmenté de manière notable.

III. Mesures supplémentaires

Afin d'accélérer la mise en œuvre des objectifs et de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, il est essentiel de garantir le principe fondamental sur lequel repose le développement durable de diverses manières, à savoir :

a) Améliorer le système de suivi et de communication de l'information ainsi que la qualité de l'évaluation afin de garantir la réalisation des objectifs de développement durable de manière conforme aux priorités politiques à moyen et à court terme ;

b) Clarifier l'environnement de financement et d'investissement au service de la réalisation des objectifs et l'utiliser comme un moyen de stimuler la participation des diverses parties prenantes ;

c) Renforcer les capacités sociales et économiques de base, notamment en développant les partenariats internationaux et la coopération régionale et locale, afin de réduire les effets négatifs des conflits mondiaux, des maladies infectieuses, des catastrophes naturelles et des changements climatiques, de gérer les risques, de s'adapter au changement et de garantir la disponibilité des ressources ;

d) Réduire les disparités entre le développement rural (régional et local) et urbain en respectant le principe consistant à ne laisser personne de côté, en créant des infrastructures de transport et des réseaux logistiques visant à accroître la production et l'exportation de produits miniers et non miniers et en garantissant un accès égal aux services sociaux de base pour l'ensemble de la population.

Nous encourageons donc les mesures destinées à soutenir l'action individuelle et collective de la Mongolie qui vise à réaliser le développement durable, à élargir la coopération et à renforcer les partenariats.

Ouzbékistan

[Original : russe]

L'Ouzbékistan présente son deuxième examen national volontaire des objectifs de développement durable. Le premier examen national volontaire a été présenté en 2020.

En 2015, le Gouvernement ouzbek s'est engagé à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Un décret gouvernemental du 22 février 2022 prévoit le suivi de 16 objectifs de développement durable et de 126 cibles. Le système de suivi comprend 190 indicateurs, dont 128 sont publiés sur le portail de l'Agence de la statistique (nsdg.stat.uz). Le décret a également mis à jour la composition du Conseil de coordination interagences et défini le rôle du cadre national de financement intégré. En juillet 2021, l'Ouzbékistan est devenu le premier pays de la région à émettre 235 millions de dollars d'obligations souveraines au titre des objectifs de développement durable.

La Commission parlementaire de suivi des objectifs de développement durable, la société civile, les jeunes et les principales organisations non gouvernementales nationales participent activement à la promotion des objectifs, ce qui comprend la participation à la préparation du deuxième examen national volontaire et aux discussions y relatives. Le 14 décembre 2022, à l'initiative du Président de la République d'Ouzbékistan, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté à l'unanimité une résolution intitulée « Renforcer le rôle des parlements dans l'accélération de la réalisation des objectifs de développement durable ».

Depuis 2022, la mise en œuvre des objectifs de développement durable en Ouzbékistan s'accompagne de réformes à grande échelle dans le cadre de la nouvelle stratégie de développement de l'Ouzbékistan pour 2022-2026, dont les orientations sont pleinement cohérentes avec les buts et objectifs nationaux en matière de développement durable. L'objectif principal de la stratégie est de faire de l'Ouzbékistan un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici 2030.

La stratégie est davantage axée sur les résultats, avec des objectifs spécifiques, ambitieux et mesurables à atteindre d'ici 2026 (réduction de moitié de la pauvreté et augmentation des taux d'inscription dans l'enseignement préscolaire de 80 % et de 50 % dans le supérieur). Les objectifs de la stratégie sont les suivants : amélioration de la gouvernance et des institutions démocratiques ; lutte contre la corruption ; appui à la société civile et à la liberté d'expression ; décentralisation ; appui au développement rural et au développement durable des régions vulnérables.

Depuis 2020, l'économie de l'Ouzbékistan affiche des taux de croissance élevés, malgré les crises mondiales et régionales (COVID-19 et crises géopolitiques). Même au plus fort de la pandémie, l'économie a enregistré une croissance de 2 %. La croissance a été de 7,4 % en 2021 et de 5,7 % en 2022.

Guidé par le principe de « ne laisser personne de côté », l'Ouzbékistan met en œuvre un certain nombre de programmes visant à accroître le capital humain et l'inclusion sociale. Ainsi, les inscriptions dans l'enseignement préscolaire sont passées de 21 % en 2015 à 70 % en 2022, et dans l'enseignement supérieur de 8 % à 38 %. En outre, les mesures visant à promouvoir l'accès des femmes à l'enseignement supérieur, notamment grâce à des prêts à taux zéro ou à des conditions favorables

gratuits et à des quotas supplémentaires, ont permis de doubler le nombre de femmes dans l'enseignement supérieur.

Afin d'améliorer la qualité des services de soins de santé, le Gouvernement introduit un système d'assurance maladie, entreprend la numérisation et encourage l'investissement privé.

Un registre social unifié des familles socialement vulnérables, des jeunes et des femmes ayant besoin d'un soutien de l'État a été créé dans le cadre des réformes du système de protection sociale. En outre, en définissant une nouvelle procédure de calcul des dépenses minimales de consommation en 2021, le Gouvernement de l'Ouzbékistan a revu à la hausse ses ambitions en matière de réduction de la pauvreté. Grâce à ces réformes, le montant et la couverture des prestations sociales ont plus que triplé et la transparence et l'accessibilité en ont été améliorées.

Afin de stimuler l'emploi durable et d'augmenter les revenus de la population, le Gouvernement a créé le statut d'emploi indépendant. Les monocentres « Ishga Marhamat » répartis dans tout l'Ouzbékistan assurent l'enseignement technique, la formation et le développement professionnel de la population.

Des programmes de construction à grande échelle et de prêts hypothécaires à taux préférentiel sont mis en œuvre dans tout l'Ouzbékistan afin de garantir un accès universel à des logements confortables et abordables.

Dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat, l'Ouzbékistan a plus que triplé ses engagements et prévoit désormais de réduire d'ici 2030 ses émissions de gaz à effet de serre, non plus de 10 %, mais de 35 % par unité de produit intérieur brut. Dans ce contexte, il a adopté une stratégie de transition vers une économie verte pour la période allant jusqu'à 2030. Il s'agit de porter la part des sources d'énergie renouvelables à 25 % de la production totale d'électricité d'ici à 2026, de doubler l'efficacité énergétique et de réduire de moitié l'intensité énergétique du produit intérieur brut.

Afin d'améliorer le système de protection des droits, des libertés et des intérêts des femmes et des enfants, une nouvelle loi, adoptée en avril 2023, criminalise pour la première fois le harcèlement des femmes.

La croissance démographique du pays nécessitera de continuer d'opérer d'importantes réformes structurelles dans l'économie et d'approfondir les réformes dans les domaines de la gouvernance, de la protection sociale et de l'environnement, afin de réaliser les objectifs de développement durable.

Pologne

[Original : anglais]

La Pologne réaffirme sa volonté de bien mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en veillant à ne laisser personne de côté. Le développement durable dans ses dimensions économique, sociale et environnementale devrait être juste et responsable.

L'imbrication et l'interdépendance des objectifs de développement durable sont le principal point fort du Programme 2030. La Pologne réaffirme également qu'il faut créer des synergies entre les activités menées au niveau international, notamment entre la politique étrangère et la politique de sécurité et le consensus mondial sur le développement durable. Cela est particulièrement indispensable étant donné que les conflits, telle l'attaque russe contre l'Ukraine, qui a eu des répercussions majeures à

l'échelle mondiale sur les systèmes alimentaires, financiers et énergétiques, font peser des menaces sur le développement international.

En ce qui concerne la dimension sociale, en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les considérations de santé publique et la sécurité des patients restent une priorité pour la Pologne. Parallèlement, la mise au point de nouvelles technologies dans le secteur de la santé, telle la numérisation des services de santé, est une nouvelle priorité pour la Pologne.

Le principe consistant à ne laisser personne de côté continue de guider la Pologne dans la mise en œuvre du Programme 2030. L'aide aux groupes pauvres et socialement vulnérables s'inscrit dans le cadre d'une action gouvernementale à long terme.

Pour la Pologne, il est très important de faciliter la participation des femmes et des hommes, notamment des personnes en situation de handicap, à la vie active, de promouvoir l'emploi des personnes âgées de 50 ans ou plus, de lutter contre la discrimination fondée sur l'âge sur le marché du travail et de renforcer la coordination du système de sécurité sociale.

La Pologne souligne systématiquement, et maintenant avec une insistance particulière, que la mise en œuvre du Programme 2030 est un facteur qui joue un rôle déterminant dans le maintien de la paix et que, dans le même temps, seule la paix rendra possible la réalisation des objectifs énoncés dans le Programme 2030.

Le renforcement du droit international, qui contribue à la réalisation de l'objectif 16, est une priorité absolue de la Pologne depuis qu'elle a été membre du Conseil de sécurité en 2018 et 2019.

La paix et la démocratie sont indispensables si on veut progresser sur la voie du développement durable. La Pologne ne ménage aucun effort pour manifester son opposition à l'agression russe contre l'Ukraine, qui vise également la démocratie et l'ordre international fondé sur des règles.

Compte tenu de la situation géopolitique actuelle et de la guerre contre l'Ukraine, la sécurité alimentaire de la Pologne demeure essentielle et il est également indispensable de garantir une alimentation de qualité et la sécurité sanitaire des aliments.

La Pologne sait que des défis majeurs sont à relever en ce qui concerne le climat et prend des mesures pour réduire les émissions dans tous les secteurs émetteurs de gaz à effet de serre. Ces activités sont assorties d'une action sociale visant à protéger les groupes sociaux les plus vulnérables et les personnes travaillant dans des secteurs à fortes émissions des effets de la politique énergétique et climatique.

La Pologne s'est engagée sur la voie d'une économie sobre en carbone. Elle est consciente que, pour disposer d'une telle économie, des secteurs économiques essentiels doivent être complètement restructurés et, à cette fin, s'appuie sur le principe consistant à ne laisser personne de côté. Trois priorités sont définies dans la politique énergétique de la Pologne à l'horizon 2040 : une transition juste pour tous les citoyens ; un nouveau système énergétique sans émissions reposant sur des sources d'énergie renouvelables et l'énergie nucléaire ; l'amélioration de la qualité de l'air. Un quatrième pilier, qui vise à garantir la souveraineté et la sécurité énergétiques de la Pologne du fait de l'agression de la Russie contre l'Ukraine et de la volonté de mettre fin à l'approvisionnement en énergie en provenance de la Russie, complètera cette politique.

Le financement du développement est essentiel à la mise en œuvre du Programme 2030. Malgré la crise économique provoquée par la pandémie de

COVID-19 et les conflits en cours dans le voisinage immédiat de la Pologne, le budget de l'État permet d'exécuter la politique sociale et les politiques de développement et d'investissement du pays, conformément à la stratégie de développement responsable. Cependant, la mise en œuvre intégrale du Programme 2030 et la réalisation des 17 objectifs qui y sont énoncés nécessitent non seulement des fonds publics mais, surtout, la mobilisation de capitaux privés.

Pour mettre en œuvre le Programme 2030 en Pologne, la coopération et la mise en place de partenariats demeurent indispensables. Nous nous employons à accroître la participation de multiples parties prenantes d'horizons divers. Le secteur privé est un partenaire qui joue un rôle déterminant dans la réalisation des objectifs de développement durable.

La mise en œuvre intégrale du Programme 2030 passe par la transformation du modèle actuel d'administration publique et de la fonction publique, afin que celles-ci soient mieux à même de relever différents types de défis et de mobiliser des ressources à tous les niveaux. À cette fin, la Pologne met actuellement en œuvre le programme de renforcement des capacités de l'administration publique en vue de faciliter l'application de mesures favorisant la réalisation des objectifs de développement durable et le développement durable, avec le concours de l'Organisation de coopération et de développement économiques et le soutien de la Commission européenne.

Portugal

[Original : anglais]

Le Portugal reste déterminé à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à atteindre les 17 objectifs de développement durable qui y sont énoncés et résolu à éliminer la pauvreté, à lutter contre les inégalités et à promouvoir un développement durable à l'échelle mondiale qui soit juste, inclusif et équitable et fondé sur les droits humains et la dignité ainsi que sur les principes consistant à reconstruire en mieux et à ne laisser personne de côté.

Un nouveau modèle de gouvernance

Pour renforcer l'approche nationale, le Gouvernement portugais a adopté un nouveau mécanisme interinstitutionnel. Au plan national, la coordination des activités de mise en œuvre du Programme 2030 a été centralisée et confiée à la présidence du Conseil des ministres. Au plan international, le Ministère des affaires étrangères continue d'en assumer la responsabilité. Une commission de contrôle de haut niveau a également été mise en place. Des représentants de ces deux entités gouvernementales y siègent de même que des représentants des administrations régionales, des autorités locales, du Conseil économique et social ainsi que des personnalités de la société civile.

Un examen national volontaire inclusif

Afin de garantir une participation plus large et inclusive à l'examen national volontaire, plusieurs parties prenantes, notamment la société civile, ont été associées au préalable à des processus consultatifs tels que des réunions-débats et des ateliers. Par la suite, l'examen national volontaire a fait l'objet de consultations publiques.

Dans le pays, à l'échelle nationale et régionale, le Programme 2030 a progressivement été pris en compte dans la planification des politiques publiques. En 2022, des mesures importantes ont été prises pour harmoniser les instruments de planification de haut niveau, notamment la stratégie Portugal 2030, le programme

national de réforme pour 2022, les grandes options du plan 2022-2026 et la stratégie portugaise de coopération pour le développement à l'horizon 2030.

En outre, le principe consistant à ne laisser personne de côté est bien pris en compte dans les différents instruments et politiques de planification, dont la mise en œuvre montre que la situation économique, les droits humains et l'égalité des genres se recourent.

Le Programme 2030 a également une place dans les politiques publiques régionales et locales, dans la recherche et la production scientifiques et dans les plans d'action stratégique, comme le montre la multiplication des plateformes permettant de présenter et d'observer les initiatives et de favoriser les partenariats en vue d'atteindre les objectifs de développement durable.

Sur le plan extérieur et en ce qui concerne la coopération internationale pour le développement, le Programme 2030 n'a cessé d'être soutenu dans le cadre de la politique étrangère du Portugal, notamment par la participation active du pays dans les instances internationales. Les engagements pris lors des conférences des Nations Unies sur les changements climatiques, le rôle actif du Portugal dans la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières en qualité de pays champion et le soutien actif du Portugal à la Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable de 2022 en sont un exemple.

La stratégie portugaise de coopération pour le développement à l'horizon 2030 vise à mettre en œuvre trois engagements clés au niveau international : le Programme 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement et l'Accord de Paris. Les priorités de la stratégie sont la coopération pour le développement, l'éducation pour le développement et l'intervention d'urgence et l'action humanitaire.

Les priorités du Portugal en matière de coopération pour le développement sont alignées non seulement sur les cinq domaines d'action du Programme 2030, à savoir l'humanité, la planète, la prospérité, la paix et, surtout, les partenariats, essentiels à la réalisation des objectifs, mais également sur le principe consistant à ne laisser personne de côté, comme le montre la priorité accordée aux pays les moins avancés, aux petits États insulaires en développement, aux pays fragiles et aux pays en voie de reclassement.

Progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme 2030

L'Institut national de la statistique, en publiant chaque année des statistiques sur les objectifs de développement durable, a apporté une contribution particulière dans le domaine de la ventilation des données sociodémographiques et géographiques, ce qui permet de se faire une idée plus claire des progrès accomplis.

Les indicateurs nationaux rendent actuellement compte de 69 % des éléments figurant dans le Programme 2030, soit 17 % de plus qu'en 2018. Par rapport à 2015, 59 % des indicateurs montrent que des progrès ont été accomplis, 17 % une tendance inverse et 2 % ne font apparaître aucun changement.

Défis et prochaines étapes

L'examen national volontaire est une occasion de procéder à une évaluation périodique de la mise en œuvre du Programme 2030, ce qui permet d'analyser les progrès accomplis, de recenser les lacunes et de définir les mesures à prendre.

Les politiques publiques en place visent à relever les défis que représentent notamment les changements climatiques et la dynamique démographique, mais, sous l'effet de nouvelles crises, à savoir la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine, il a fallu prendre des mesures extraordinaires pour protéger les familles et les plus vulnérables, ainsi que les entreprises. C'est pourquoi des problèmes systémiques liés à la cohérence entre les politiques publiques et l'analyse des compromis et des effets d'entraînement subsistent.

Les conclusions tirées de cet examen national volontaire figureront dans un plan d'action national au service du développement durable à l'horizon 2030, en vue de répondre au défi lancé par le Secrétaire général pour le Sommet sur les objectifs de développement durable de 2023. Ce plan sera axé sur quatre domaines : a) cohérence et concordance des politiques publiques ; b) mobilisation et participation des parties prenantes ; c) stratégie de communication commune relative aux objectifs ; d) sensibilisation des acteurs concernés et renforcement de leurs capacités.

République centrafricaine

[Original : français]

La République centrafricaine s'est engagée à mettre en œuvre les objectifs de développement durable en adoptant le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix pour la période 2017-2023. La priorisation des cibles des objectifs de développement durable, réalisée de manière inclusive en juin 2018, a démontré que les trois piliers du Plan national, à savoir : a) soutenir la paix, la sécurité et la réconciliation nationale ; b) renouveler le contrat social entre l'État et la population ; c) assurer le relèvement économique et la relance des secteurs productifs, sont alignés sur 43 % des cibles des objectifs de développement durable retenus (n^{os} 6, 7, 9, 11 et 17).

La mise en œuvre du Plan national, renforcée par la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine en 2019 et l'adoption de la Feuille de route conjointe pour la paix en République centrafricaine à Luanda en 2021, a permis de stabiliser et de renforcer les capacités des institutions républicaines, de restaurer l'autorité de l'État, de rétablir la sécurité et la réconciliation nationale, d'améliorer la fourniture des services sociaux de base à la population et de relancer l'économie.

Cependant, les mesures sanitaires restrictives liées à la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et la crise humanitaire ont fortement impacté la situation économique et sociale, et exercé une pression considérable sur la poursuite des travaux de reconstruction du pays.

Dans le domaine social, le Gouvernement a amélioré l'accès à l'eau potable particulièrement pour les femmes et les jeunes, responsables habituellement de l'approvisionnement en eau, souvent sur de longues distances et dans une situation sécuritaire précaire. Grâce à la construction de plusieurs forages et de mini-systèmes d'alimentation en eau potable dans les régions, le taux d'accès à l'eau potable est passé de 37,2 % en 2019-2020 à 58,2 % en 2021-2022. En termes d'hygiène, la proportion des populations ayant des installations de lavage de mains avec du savon a atteint 20,4 % en 2021-2022 contre 18,9 % en 2019-2020.

Sur le plan économique, avec l'appui des partenaires de développement, le Gouvernement a poursuivi les efforts de construction et de réhabilitation des infrastructures. Dans le secteur énergétique, la construction de champs solaires et la réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Boali ont permis d'augmenter le taux d'accès à l'électricité dans les villes, qui est passé de 14,3 % en 2018-2019 à 32 % en 2021-2022. En dépit des difficultés d'approvisionnement en carburant, la proportion

de la population utilisant les sources d'énergie propre est de 20,7 % en 2022. Le pourcentage d'utilisateurs de téléphones portables est passé de 27 % en 2015 à 35,6 % en 2018, puis à 56,7 % en 2022, soit un bond important en 4 ans. Cependant, le taux d'investissement est resté bas, autour de 8 % du produit intérieur brut (PIB) en moyenne entre 2018 et 2022, en lien avec les difficultés de mobilisation des ressources intérieures et extérieures. En dépit du regain d'activité dans le secteur de la construction, la part de la valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB n'a cessé de baisser depuis 2015.

Sur le plan environnemental, le cadre de vie dans certaines villes du pays s'est nettement amélioré avec la réalisation de grands travaux d'infrastructures de voirie et de réseaux divers. L'assainissement s'est amélioré grâce aux effets de la collecte et de l'évacuation des déchets solides et du drainage des eaux pluviales. La proportion des populations urbaines vivant dans des taudis est revenue de 68 % en 2017 à 62 % en 2021-2022 et celle ayant des installations sanitaires améliorées a atteint 29,2 % en 2021-2022 contre 21,8 % en 2018-2019.

En dépit des efforts déployés grâce aux appuis multiformes de la communauté internationale, des défis restent à surmonter pour progresser vers la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030. La dégradation des infrastructures routières, l'insécurité dans certaines régions, le réchauffement climatique, la déforestation, les inondations, la baisse du débit et la pollution des cours d'eau ont affecté non seulement le système de production agricole mais aussi les secteurs sociaux de base. Car la baisse du débit des cours d'eau et les difficultés de dragage du fleuve Oubangui augmentent considérablement les délais de navigation, perturbant ainsi le ravitaillement du pays en produits pétroliers et en produits de première nécessité à des coûts abordables.

La persistance de la guerre russo-ukrainienne et de la crise énergétique continue d'avoir des impacts défavorables sur la croissance économique et la mobilisation des ressources intérieures et extérieures. Toutefois, il est nécessaire que le Gouvernement et les partenaires techniques et financiers entreprennent des actions énergiques pour accélérer les travaux de reconstruction et garantir la réalisation du Programme 2030 et de l'Agenda 2063.

République démocratique du Congo

[Original : français]

La République démocratique du Congo n'est pas sur une bonne trajectoire pour atteindre les objectifs de développement durable. La maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) est venue davantage retarder, voire annihiler les progrès enregistrés. Ainsi, pour répondre de manière efficace aux défis liés à la mise en œuvre des objectifs de développement durable, le Gouvernement s'est engagé dans des transformations structurelles et la mise en œuvre de solutions guidées par les objectifs.

Sur le plan social, la République démocratique du Congo met en œuvre la réforme sur la couverture sanitaire universelle. Pour un pays où les dépenses catastrophiques de la santé sont très élevées, cette réforme constitue un tremplin pour sortir des millions de Congolais de la vulnérabilité. Des actions d'envergure ont été menées pour lutter contre les maladies qui touchent la population en masse, telles que le paludisme et le VIH, une attention particulière étant accordée à la prévention. Des mesures idoines sont aussi prises pour renforcer la protection sociale. Dans le secteur de l'éducation, afin de récupérer des millions d'enfants autrefois omis du système du fait des frais très élevés, la République démocratique du Congo a rendu effective la

gratuité de l'enseignement de base, et des mesures ont été prises pour renforcer cette gratuité.

L'accès à l'eau et à l'électricité reste faible, dans des proportions inquiétantes, en République démocratique du Congo, principalement dans les milieux ruraux. Pour répondre de manière efficace à ces défis, le Gouvernement a libéralisé les deux secteurs. Contrairement au secteur de l'eau, où les avancées restent très timides, des progrès majeurs ont été enregistrés dans le secteur de l'électricité. La part du secteur privé reste croissante durant les trois dernières années et les perspectives sont bonnes. Malheureusement, la pauvreté endémique dans les milieux ruraux n'encourage pas les initiatives privées. Et c'est là où se concentre actuellement l'action de l'État.

La dépendance aux ressources naturelles constitue l'un des traits caractéristiques de l'économie de la République démocratique du Congo. La croissance reste en grande partie imputable à la bonne tenue des cours. La reprise après la COVID-19 en est une illustration. Cela constitue une réelle faiblesse et expose le pays à la volatilité des cours des matières premières. Pour diversifier l'économie et doter le pays d'un tissu industriel dynamique, compétitif et responsable en matière d'environnement et de développement durable, la République démocratique du Congo a lancé la mise en place de six zones économiques spéciales sur le territoire national réparties en six zones industrielles.

Il ne fait nul doute que la République démocratique du Congo constitue un acteur majeur dans la lutte contre les changements climatiques et qu'elle est un « pays-solution » avec de réels atouts. Le Gouvernement œuvre pour la sauvegarde des forêts et lutte contre les changements climatiques. Dans le cadre de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la République démocratique du Congo a revu ses engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de 17 % à 21 % d'ici à 2030. Néanmoins, il est clair que, pour plus d'efficacité, le Gouvernement devra investir dans un système de collecte des données et informations.

Le Gouvernement congolais reste conscient que les actions et stratégies de développement doivent avoir leur ancrage au niveau local pour plus d'efficacité. Dans cette perspective, le Gouvernement a lancé le Programme de développement local des 145 territoires. Il s'agit d'un programme ciblant les 145 territoires afin d'accroître l'offre publique des services sociaux de base, d'améliorer la résilience des populations locales et de renforcer les institutions publiques au niveau local.

La mise en œuvre des objectifs de développement durable en République démocratique du Congo se fait dans un contexte de conflits et d'instabilité, principalement dans la partie est du pays. Plusieurs groupes armés y opèrent à ce jour, dont les principaux sont le Mouvement du 23 mars, les Forces démocratiques alliées et la Coopérative pour le développement du Congo. Ces groupes ont été à l'origine de plusieurs incidents : morts violentes, enlèvements, destruction du tissu économique local, destruction des infrastructures critiques et autres biens, déplacement massif de la population, etc.

L'activisme de ces groupes armés a aussi fortement détérioré la situation humanitaire, et cela a entraîné l'augmentation des besoins de la population en aide humanitaire. La proportion de la population ayant besoin d'aide humanitaire a connu une hausse significative de plus de 73 %, passant de 15,6 millions en 2019 à 27 millions en 2022. Avec un nombre de déplacés internes dépassant les 5 millions, la République démocratique du Congo reste l'un des pays du continent africain ayant une forte proportion de déplacés internes.

Il convient de noter que des efforts aux niveaux national, sous-régional et régional sont entrepris pour mettre un terme aux conflits dans la partie est de la

République démocratique du Congo. Il est clair que dans le contexte actuel la réalisation des objectifs de développement durable reste hypothétique.

République-Unie de Tanzanie

[Original : anglais]

La République-Unie de Tanzanie présente son deuxième examen national volontaire dans le cadre du processus officiel de suivi et d'examen du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable. Elle souligne les progrès, les défis et les enseignements tirés depuis le premier examen national volontaire réalisé en 2019. Au cours de la période considérée, la République-Unie de Tanzanie, comme d'autres pays, a subi des chocs mondiaux tels que la pandémie de coronavirus (COVID-19), la guerre entre l'Ukraine et la Russie, les changements climatiques et la hausse du coût des emprunts auprès des institutions financières internationales.

Le processus de préparation de l'examen national volontaire a été ouvert, inclusif et transparent. Un large éventail de parties prenantes a été impliqué, notamment les institutions gouvernementales, le Parlement, la société civile, le secteur privé et les instituts de recherche et d'enseignement. Pour s'assurer de n'oublier personne, des consultations spécifiques ont été menées auprès de groupes sélectionnés, notamment les jeunes, les femmes et les personnes handicapées. En outre, des consultations avec les autorités locales et les communautés ont été menées en Tanzanie continentale et à Zanzibar aux niveaux administratif et communautaire.

De nets progrès ont été faits dans la mise en œuvre des mesures proposées lors du précédent examen national volontaire (2019). La réalisation des objectifs 2, 3, 4, 5, 6, 8 et 16 a bien avancé et celle des objectifs 1, 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 17 a progressé de manière assez modérée. Une évaluation des objectifs thématiques pour l'examen national volontaire de 2023 montre que la Tanzanie a notamment excellé pour ce qui est de garantir l'accès à une eau propre et salubre pour tous, en particulier dans les zones rurales : le taux est passé de 70,1 % (2019) à 74,5 % (2022) grâce au renforcement des partenariats et à l'augmentation des budgets alloués. En ce qui concerne l'énergie propre et abordable, la part de la population ayant accès à l'électricité est passée de 67,5 % en 2019 à 78,4 % en 2021, grâce à l'augmentation de la production d'électricité à partir de sources propres et à la réduction des pertes. Le pays a continué à promouvoir l'utilisation d'une énergie de cuisson propre et durable, conformément à la politique énergétique nationale, afin d'améliorer la qualité de vie des Tanzaniens.

En ce qui concerne l'industrie, l'innovation et les infrastructures, la Tanzanie fait des progrès notables dans l'amélioration de ses infrastructures ferroviaires, aériennes et routières. Le pays a connu une augmentation du tonnage de marchandises et du nombre de passagers transportés grâce à son réseau d'infrastructures. Pour promouvoir des villes et des communautés durables, la République-Unie de Tanzanie a amélioré la gestion foncière en s'appuyant sur les technologies de l'information et des communications et en numérisant les registres fonciers grâce à la mise en place d'un système intégré d'information sur la gestion foncière. Par ailleurs, la Tanzanie construit des villes satellites dans le cadre des efforts déployés pour soutenir ses villes.

Il est essentiel de maintenir la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau national tout en atténuant l'impact des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement afin de réduire la pauvreté multidimensionnelle et d'atteindre un niveau élevé de développement humain. Entre 2019 et 2021, la production de cultures

vivrières est restée stable et le taux d'autosuffisance a atteint une moyenne de 125 % sur la période. Les conditions météorologiques plutôt favorables, la stabilité et la disponibilité des intrants, tels que les semences améliorées, les produits chimiques et les engrais, ont contribué à ce résultat.

Les partenariats et les collaborations sur les objectifs de développement durable ont également été renforcés avec diverses parties prenantes. La République-Unie de Tanzanie a maintenu des systèmes de soutien au secteur privé afin d'améliorer l'environnement favorable aux entreprises et le climat d'investissement du pays.

La pandémie de COVID-19 et la guerre entre la Russie et l'Ukraine ont provoqué des perturbations socioéconomiques qui ont nui au développement du capital humain et ont freiné l'amélioration économique par rapport à 2019, année où le pays avait enregistré une croissance de 7,0 % du produit intérieur brut (PIB) réel. Le taux de croissance, passé à 4,8 % en 2020, a légèrement augmenté pour atteindre 5,2 % en 2023. Malgré le maintien de la croissance macroéconomique, les chocs mondiaux ont ralenti les progrès enregistrés au cours des années précédentes dans la réalisation du programme de développement national et des objectifs de développement durable.

La République-Unie de Tanzanie s'est engagée à atteindre les cibles des objectifs de développement durable d'ici 2030 en mettant en œuvre des plans de développement à moyen et à court terme. En outre, grâce au plan d'intervention et de redressement socioéconomique, la Tanzanie espère accélérer leur mise en œuvre, conformément aux engagements figurant dans le Programme 2030. Le Gouvernement a mis en place des politiques et des cadres juridiques et institutionnels solides et a renforcé les mesures de prévention, de détection et de riposte face aux maladies émergentes. En outre, il a renforcé les mesures visant à atténuer les changements climatiques, notamment en mettant en œuvre la Stratégie nationale de réponse aux changements climatiques 2021-2026 et la Stratégie de l'économie bleue. Il est déterminé à encourager la mobilisation des ressources intérieures et extérieures pour soutenir la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du Programme 2030 et des objectifs de développement durable. Il promeut également le numérique et l'innovation dans divers domaines afin de stimuler la croissance économique et de permettre la réalisation des objectifs de développement durable.

Roumanie

[Original : anglais]

L'humanité fait aujourd'hui face à des défis sans précédent. L'adoption par les Nations Unies, en 2015, de politiques relatives aux programmes visant à tracer la voie du développement durable a marqué une étape déterminante pour ce qui est de faire face à ces défis. Toutefois, à mi-parcours, nous sommes loin d'avoir atteint nos objectifs, mais nous pouvons encore redresser la barre si nous œuvrons ensemble pour faire bouger les choses.

En plus des efforts institutionnels à faire, il est devenu évident que nous devons former une masse critique déterminée à faire évoluer les mentalités et à véhiculer les valeurs définies dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ces principes directeurs ont de tout temps existé, et nous pouvons nous inspirer de diverses sources de sagesse et d'inspiration.

Depuis 1992, année de l'adoption de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, les cinq attitudes d'une importance capitale pour la durabilité soulignées dans l'ouvrage intitulé *Beyond the Limits: Global Collapse or a Sustainable Future* (au-delà des limites : effondrement planétaire ou avenir durable)

sont les suivantes : dire la vérité, avoir une vision, établir des relations, apprendre et aimer. Seize ans plus tard, il a été établi que les cinq moyens d'accéder au bonheur et au bien-être étaient la perception, l'activité, les relations, l'apprentissage et la générosité. Par ailleurs, comme le développement durable est tout autour de nous, dans son encyclique *Caritas in veritate*, le Pape Benoît VI a présenté cinq dimensions essentielles du développement humain : accepter la réalité ; respecter la justice et défendre la solidarité ; favoriser la communauté et la coopération ; stimuler l'intelligence et l'innovation ; agir avec amour.

Si nous voulons assurer un avenir durable, nous devons être capables de concrétiser une vision globale qui incarne ces principes en montrant la voie et en coopérant.

La Roumanie réaffirme sa ferme volonté d'atteindre les objectifs de développement durable et sa détermination à être un partenaire dynamique et un centre régional. Le Département du développement durable, créé en 2017 et placé sous l'autorité du Premier Ministre, est une entité solide chargée de coordonner la réalisation des 17 objectifs au niveau national.

À la suite de la publication de son premier rapport d'examen national volontaire, en 2018, la Roumanie a adopté une approche globale du développement durable, tenant compte des 17 objectifs de développement durable, formulée dans la stratégie nationale pour un développement durable à l'horizon 2030. En 2022, la Roumanie a établi le plan d'action national pour la mise en œuvre de la stratégie, qui indique la marche à suivre à l'horizon 2030 et donne la priorité au renforcement et à l'amélioration du dispositif de gouvernance, à la sensibilisation par l'éducation et la formation, à la promotion des principes du développement durable ainsi qu'au suivi et à l'évaluation des progrès accomplis.

En ce qui concerne ce dernier point, l'Institut national de la statistique contrôle 99 indicateurs nationaux, en lien avec les indicateurs Eurostat ou correspondant aux indicateurs mondiaux relatifs au Programme 2030.

Pour faciliter l'application des principes du développement durable dans le secteur privé et atteindre les cibles définies dans la stratégie, en 2022, la Roumanie a établi le Code roumain de la durabilité. En outre, une plateforme de données ouvertes a été mise en place pour permettre aux entités concernées de faire connaître des rapports et les meilleures pratiques en matière de durabilité.

La Roumanie a mis en place une structure globale de gouvernance en vue d'atteindre les objectifs de développement durable. Cette structure est fondée sur une prise de décisions à plusieurs niveaux et une collaboration intersectorielle et a été approuvée par l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Au plus haut niveau, les décisions sont prises par la Commission interdépartementale pour le développement durable, réunissant tous les ministres et présidée par le Premier Ministre. Cette structure interinstitutionnelle supervise l'exécution, le suivi et l'examen de la stratégie.

Afin d'établir une corrélation et d'assurer la cohérence de l'action menée, la Roumanie a créé 22 centres de développement durable dans tous les ministères. Les centres comptent 90 spécialistes et leur composition reste la même quel que soit le cycle électoral. La fonction de spécialiste du développement durable dans l'administration publique est officiellement reconnue en Roumanie – une approche unique au niveau de l'Union européenne. Les 150 premiers spécialistes ont achevé le programme de formation en 2022, et l'objectif est d'en former 2 000 d'ici à 2026.

Le Conseil consultatif pour le développement durable, composé de 34 spécialistes du milieu universitaire, du monde de la recherche et de la société

civile, donne des orientations au Département du développement durable au sujet de la mise en œuvre de la stratégie et du suivi des indicateurs.

La coalition pour une Roumanie durable est une initiative privée qui facilite les échanges avec les composantes représentant la société civile et contribue ainsi à l'exécution et au suivi de la stratégie.

En 2021, l'innovation et l'excellence dont le Département du développement durable fait preuve dans la mise en œuvre du Programme 2030 ont été reconnues : le Département des affaires économiques et sociales lui a décerné le prix visant à récompenser le renforcement de l'efficacité des institutions publiques aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable.

Selon l'Institut national de la statistique, la Roumanie a accompli des progrès dans la mise en œuvre de 58,2 % du Programme 2030, mais doit faire des efforts supplémentaires afin de la mener à bien.

En même temps que l'ensemble des efforts institutionnels, la passion, la détermination et l'espoir sont indispensables au développement durable, qui touche les personnes. La Roumanie est résolue à continuer d'être un centre régional des bonnes pratiques, mais surtout une amie dévouée pour ceux qui œuvrent au service de « L'avenir que nous voulons ».

Rwanda

[Original : anglais]

La Vision 2050 du Rwanda cherche à assurer une bonne qualité de vie aux Rwandais et à faire en sorte que le Rwanda devienne un pays développé d'ici à 2050, ce qui correspond aux ambitions portées par les objectifs de développement durable, et vient compléter l'action menée pour intégrer les objectifs au niveau national dans la Stratégie nationale de transformation (2017-2024) et les stratégies sectorielles connexes.

Les préparatifs ont rassemblé diverses parties prenantes, notamment les pouvoirs publics, le secteur privé, la société civile et les partenaires de développement. Les discussions ont porté sur les progrès, les défis, les enseignements tirés et les mécanismes contribuant à la reprise au sortir de la maladie à coronavirus (COVID-19), en mettant l'accent sur les objectifs de développement durable. Le processus a été enrichi par les données tirées du cinquième recensement de la population et des logements (2022)⁴.

1. **Eau propre et assainissement** (objectif 6). L'accès à l'eau à partir de sources améliorées s'établit à 82 % au niveau national. Des progrès ont été accomplis dans l'ensemble du pays, en particulier dans les zones rurales (de 22,6 % en 2005 à 76,7 %) par rapport aux zones urbaines (de 55,4 % à 95,7 %). L'accès à l'assainissement s'élève à 72,2 %, le taux étant plus élevé dans les zones rurales (78,5 %) que dans les zones urbaines (56,4 %). Ces chiffres sont le résultat des investissements faits dans le secteur au cours de la décennie écoulée en vue d'améliorer l'hygiène, la santé et la nutrition.

2. **Énergie propre et d'un coût abordable** (objectif 7). La proportion de ménages ayant accès à l'électricité est passée de 21,5 % en 2014 à 61 % (47 % en réseau et 14 % hors réseau). Cette progression s'explique par une subvention accordée aux ménages pauvres pour un accès hors réseau, à l'expansion rapide du réseau et à la mobilisation du secteur privé. L'utilisation du bois de chauffage pour la cuisine

⁴ Sauf indication contraire, la période de référence pour toutes les données est 2022.

reste élevée (76 %), car le coût de solutions de remplacement plus propres est relativement important.

3. **Industrie, innovation et infrastructure** (objectif 9). Le développement industriel a été promu et l'accent mis sur la politique « Made in Rwanda », qui a permis au secteur privé de fortement contribuer à donner une impulsion à de nouvelles industries pendant l'épidémie de COVID-19 (produits d'hygiène, produits sanitaires et pharmaceutiques, entre autres). Par exemple, pour la première fois, une usine de fabrication de vaccins est en cours de construction au Rwanda.

L'innovation a été facilitée par l'élargissement, dans tout le pays, de l'accès à Internet, utilisé par 62,86 % des ménages. Un certain nombre d'initiatives ont été lancées pour favoriser le développement de jeunes entreprises innovantes, notamment la mise en place de pôles d'innovation dans tout le pays, du fonds pour l'innovation et du pôle technologique Kigali Innovation City, qui vise à créer un écosystème propice à l'essor d'une industrie des technologies et de l'innovation.

Un réseau d'infrastructures commerciales a été mis en place dans tout le pays. À titre d'exemple, les capacités de la compagnie aérienne RwandaAir et le nombre de destinations ont augmenté, des plateformes logistiques modernes, des marchés transfrontaliers et des postes frontière à guichet unique ont été créés, et des routes régionales et nationales ainsi que des routes de desserte ont été construites.

4. **Villes et communautés durables** (objectif 11). La population urbaine est passée de 18,4 % en 2016/17 à 27,90 %, et le Rwanda est un des pays connaissant une urbanisation parmi les plus rapides au monde. Il importe donc d'autant plus que soient proposés des services urbains résilients face aux changements climatiques, notamment en ce qui concerne les transports et le logement. Le schéma directeur national d'utilisation et d'aménagement des terres (2020-2050) revu en 2020 donne des orientations et des points de repère à long terme et est aligné sur la Vision 2050 en vue de hiérarchiser les villes, communes et zones urbaines durables.

5. **Partenariats pour la réalisation des objectifs** (objectif 17). Le Rwanda participe activement à la coopération Sud-Sud par l'intermédiaire de Rwanda Cooperation Initiative, une agence chargée de coordonner le partage d'expériences entre le Rwanda et d'autres pays. D'autres initiatives, tel le fonds vert Rwanda Green Fund, contribuent à renforcer les partenariats public-privé et à améliorer la mobilisation de ressources nationales.

Ne laisser personne de côté. La Constitution prévoit la participation de tous les groupes aux structures de gouvernance du pays. La politique de protection sociale révisée en 2020 met l'accent sur la sécurité sociale, l'assistance sociale et l'aide aux moyens de subsistance et à l'emploi afin que la protection, la promotion, la prévention et la transformation profitent aux citoyens. À cet égard, le Gouvernement a aidé les ménages touchés par la COVID-19 et des catastrophes.

Reconstruire en mieux. La COVID-19 a entravé la réalisation des objectifs de développement durable, car les ressources ont dû être réaffectées selon de nouvelles priorités, ce qui a ralenti la mise en œuvre, accru la vulnérabilité et entraîné un affaiblissement de la mobilisation des ressources. Pour accélérer la reprise, un plan de relance a été établi et le Fonds de relance économique mis en place. La vaccination de la population a été accélérée.

Principaux enseignements à retenir

1. Bien que la pandémie ait ralenti la réalisation des objectifs de développement durable, la reprise est en cours sous l'effet de mesures de politique générale rapides et concrètes et d'un bon encadrement.

2. La pandémie a montré qu'une économie locale plus solide et plus résiliente était nécessaire pour réduire autant que possible la vulnérabilité face aux chocs extérieurs.

3. Il faut faire plus pour mobiliser des ressources en vue de soutenir le secteur privé et atteindre les objectifs de développement durable aux niveaux national et mondial.

Saint-Kitts-et-Nevis

[Original : anglais]

Un État insulaire durable

Introduction

Saint-Kitts-et-Nevis a fait des progrès considérables dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les initiatives que nous avons menées au cours des deux dernières décennies en matière de développement visaient à accélérer la croissance économique, en donnant la priorité à l'emploi, ce qui a permis de réduire la pauvreté, d'améliorer les services sociaux et d'accroître la protection sociale des ménages pauvres et vulnérables. La pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) a eu de lourdes répercussions sur la vie des gens et a entravé la réalisation des objectifs de développement durable dans des domaines tels que la réduction de la pauvreté, les soins de santé de qualité, l'enseignement de qualité, le travail décent et la croissance économique.

Le cadre national de planification du développement (2023-2037) de Saint-Kitts-et-Nevis, qui oriente la planification du développement à long terme du pays, est bien aligné sur les objectifs et constitue un outil clé pour la concrétisation de l'ambition que nourrit le Gouvernement de voir le pays devenir le premier État insulaire durable.

L'humanité et la prospérité

L'économie de Saint-Kitts-et-Nevis a bien rebondi au sortir de la pandémie. Le tourisme et les activités auxiliaires ont connu un net rebond et contribué ainsi à une croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de 9 % en 2022, après une contraction de 14,5 % en 2020 et de 0,9 % en 2021. Le Gouvernement est déterminé à diversifier l'économie du pays. Il cherche à assurer une agriculture durable et la sécurité alimentaire par la création de villages verts respectueux de l'environnement, à promouvoir un tourisme régénérateur axé sur le renforcement de la résilience et la consommation durable des ressources de l'environnement et à développer les économies verte, bleue et orange. Nous avons intensifié la transition énergétique, qui vise à produire de l'énergie solaire et de l'énergie géothermique et devrait s'achever d'ici à 2025.

Les enseignements tirés de la pandémie ont montré qu'une protection sociale dans le cadre de la reprise au sortir de la pandémie comptait et qu'il importait notamment de renforcer la résilience des ménages et les compétences qui correspondent aux besoins du marché du travail émergent. Le Gouvernement s'attache en priorité à améliorer la santé et le bien-être, à renforcer la cohésion sociale et à protéger les plus vulnérables, à prendre en compte les questions de genre et les questions concernant les jeunes et les personnes en situation de handicap dans toutes les politiques et initiatives, et à améliorer l'accès à l'éducation et à rendre le coût de l'éducation plus abordable.

Pour ce qui est de dispenser des soins de santé accessibles et de qualité, l'accent est mis sur le régime national d'assurance maladie, les infrastructures résilientes face aux changements climatiques, la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, la santé mentale et la nutrition. La création du Ministère de l'autonomisation des jeunes, du vieillissement et des handicaps veillera à ce que l'attention particulière soit accordée à certains des habitants les plus vulnérables. Pour renforcer le capital humain, le Gouvernement a instauré la gratuité des frais de scolarité pour tous les étudiants dans les établissements communautaires d'enseignement postsecondaire, tout en réduisant le coût de l'enseignement universitaire en donnant aux étudiants accès à des prêts à des conditions favorables à la Banque de développement. Il axe également ses efforts sur l'intégration de la technologie dans l'éducation, notamment en s'employant à combler le fossé numérique par la réintroduction du programme d'octroi d'ordinateurs portables à tous les élèves.

La planète

Saint-Kitts-et-Nevis est extrêmement vulnérable face aux phénomènes climatiques. Plusieurs cyclones et ouragans ont touché le pays depuis 1950. Les ondes de tempête et l'élévation du niveau de la mer constituent une réelle menace, car 15,2 % de la population vit dans des zones côtières de basse altitude. Il a été établi que la sécheresse était un grave aléa et la raréfaction de l'eau pose donc de sérieux problèmes. Les sources d'eau souterraine tenant une place centrale dans l'approvisionnement en eau, il est indispensable de protéger ces ressources. Pour accroître et diversifier la capacité de production d'eau, des ressources seront nécessaires afin de construire des installations de dessalement dans un proche avenir.

Saint-Kitts-et-Nevis demeure attaché à la durabilité et à la résilience environnementales et est en outre signataire de plusieurs accords internationaux relatifs aux changements climatiques. L'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements ont de ce fait été prises en compte dans notre planification du développement. Ainsi, les contributions déterminées au niveau national ont été mises à jour. De plus, dans le plan d'action en question, un objectif ambitieux est fixé, à savoir une réduction de 61 % des émissions de dioxyde de carbone d'ici à 2030, et la nécessité d'agir vite en prenant des mesures d'adaptation aux changements climatiques et en ayant accès au financement de l'action climatique de façon à renforcer la résilience y est soulignée.

La paix et les partenariats

La criminalité violente a nettement reculé à la suite de l'application d'une stratégie globale visant à faire face au problème de la criminalité. Cette stratégie a notamment contribué à l'amélioration des programmes d'intervention sociale et de réinsertion afin de s'attaquer plus efficacement au fond du problème, ainsi qu'à la modernisation des infrastructures de sécurité et à la réforme du système judiciaire. Des initiatives similaires sont actuellement menées en vue d'accélérer la mise en œuvre du programme gouvernemental de bonne gouvernance, axé sur la lutte contre la corruption, l'intégrité dans la vie publique et la liberté d'information.

Les partenariats tant nationaux qu'extérieurs ont joué un rôle de catalyseur afin que Saint-Kitts-et-Nevis puisse avancer sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable. Néanmoins, pour accélérer la réalisation des objectifs tout en concrétisant l'ambition de devenir un État insulaire durable, des partenariats encore plus stratégiques et efficaces seront nécessaires. Le Comité national de coordination du développement durable, qui compte des représentants du secteur privé et des organisations de la société civile, continuera de prendre pleinement en compte les

objectifs dans la planification à moyen terme, notamment les principes fondamentaux tels que la prise en compte des questions de genre et le principe consistant à ne laisser personne de côté.

Singapour

[Original : anglais]

Depuis que Singapour a présenté son premier examen national volontaire, en 2018, le monde est devenu plus fragile et plus instable. Dans tous les pays, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a eu d'énormes répercussions, les tensions géopolitiques se sont accentuées et les effets des changements climatiques ont amplifié les menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire, hydrique et énergétique mondiale. Le résultat est que, en ce qui concerne la réalisation des objectifs de développement durable, les progrès sont plus lents et, dans certains cas, on observe une régression.

Singapour est un petit État insulaire de faible altitude et les changements climatiques représentent donc une menace existentielle pour le pays. Nous nous attendons à ce que le niveau de la mer et les températures augmentent fortement et les phénomènes météorologiques extrêmes se multiplient avant la fin du siècle. L'imprévisibilité des chocs extérieurs aggrave les difficultés auxquelles nous nous heurtons dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et pourrait mettre en péril ce que nous avons déjà accompli si nous n'agissons pas de manière décisive. Dans ce contexte marqué par l'instabilité, Singapour demeure résolue à œuvrer en faveur du développement durable et nous avons pris des mesures concrètes pour y parvenir en conciliant la croissance économique avec la protection de l'environnement et l'inclusion sociale.

Notre deuxième examen national volontaire fait ressortir les progrès considérables que nous avons accomplis tout en prenant note des contraintes et des défis auxquels nous faisons face. Nous avons revu à la hausse notre ambition en ce qui concerne le climat en vue de réduire à zéro les émissions d'ici à 2050. L'exécution du Plan vert de Singapour à l'horizon 2030 est en bonne voie et nous diversifions notre programme d'activités relatives à la durabilité dans de multiples domaines, allant du verdissement des zones urbaines à la transformation économique. En ce qui concerne la durabilité, nos plans continueront d'évoluer au fil des ans afin que nous puissions relever les nouveaux défis et faire en sorte que Singapour reste verte, vivable et résiliente face aux changements climatiques.

Toute crise offre des possibilités à exploiter. Au plus fort de la pandémie de COVID-19, nous avons accéléré la transition numérique afin de donner des moyens d'action à nos citoyens et de combler le fossé numérique. Nous continuons de soutenir la connectivité dans les diverses plateformes dans nos communautés qui établissent des liens entre nos paysages naturels et urbains et dans l'espace numérique. Nous considérons que l'éducation contribue à gommer les inégalités sociales et nous sommes déterminés à faire en sorte que chacun ait accès à un enseignement de qualité. Notre objectif est d'édifier une société inclusive qui assure l'égalité des chances pour tous – un principe fondamental de la gouvernance de Singapour.

Singapour a adopté une approche mobilisant l'ensemble de la nation, sur laquelle repose l'action que nous menons afin de parvenir au développement durable de manière inclusive. Nous faisons largement participer notre population, la société et le secteur privé dans le cadre de consultations et de dialogues et nous cherchons à faciliter les partenariats intersectoriels afin que tous les secteurs contribuent à la réalisation de nos objectifs de développement durable.

L'action que nous menons en matière de durabilité dépasse de loin nos frontières. Les pays ont beaucoup à partager et à apprendre les uns des autres dans leur quête commune du développement durable. Cet esprit de coopération internationale se reflète dans nos pratiques, qu'il s'agisse de convoquer et d'accueillir des manifestations axées sur la durabilité, telle la semaine internationale de l'eau de Singapour (Singapore International Water Week) organisée tous les deux ans, ou de partager nos expériences avec d'autres pays en développement dans le cadre du Programme de coopération de Singapour, notre programme phare de renforcement des capacités. Singapour soutient fermement un système multilatéral solide permettant à la communauté internationale de collaborer en vue de proposer des solutions efficaces.

L'examen national volontaire que Singapour présentera lors du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2023 rend compte des progrès que nous avons accomplis dans la mise en œuvre du Programme 2030 depuis 2018 et présente dans les grandes lignes notre futur plan pour la durabilité. Il permet de faire le point et de nous rappeler que le développement durable est un voyage au long cours exigeant que toutes les parties prenantes des différents secteurs et pays y participent et s'y associent. Singapour continue d'adopter une approche tournée vers l'avenir pour répondre aux besoins actuels sans faire courir de risques aux générations futures alors que nous employons à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et au-delà.

Slovaquie

[Original : anglais]

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est le pivot de la planification du développement à long terme en Slovaquie

Cinq ans après son premier examen national volontaire, la Slovaquie a avancé dans l'intégration du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans son cadre de développement national, surtout en adoptant une vision et une stratégie de développement à l'horizon 2030. Dans le même temps, la mise en œuvre doit être accélérée pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030. Pour concrétiser cette ambition, la Slovaquie a retenu les deux facteurs déterminants présentés ci-dessous, qui sont conformes aux principes de cohérence des politiques au service du développement durable⁵.

Intégration

Pour mieux gérer la situation au niveau national, la Slovaquie a intégré les 17 objectifs de développement durable dans six priorités nationales pour la mise en œuvre du Programme 2030 : a) éducation ; b) économie fondée sur la connaissance et verte ; c) réduction de la pauvreté et inclusion sociale ; d) établissements durables et campagnes ; e) état de droit, démocratie et sécurité ; f) santé. Celles-ci ont ensuite été rattachées aux priorités nationales pour le développement régional, ce qui a permis d'élaborer la Vision et Stratégie de développement intégrées de la Slovaquie à l'horizon 2030, dont le texte a été adopté par le Gouvernement en 2021. Toutefois,

⁵ Comme l'a précisé l'Organisation de coopération et de développement économiques, la cohérence des politiques au service du développement durable repose sur les principes suivants : engagement et impulsion politiques ; projet stratégique à long terme ; intégration des politiques ; coordination entre toutes les composantes de l'administration ; mobilisation des niveaux d'administration infranationaux ; association des parties prenantes ; incidences des politiques et des plans de financement ; suivi, reddition de comptes et évaluation.

l'intégration ne doit pas se faire uniquement au niveau stratégique. Elle doit devenir une clé de voûte au niveau des programmes et des projets également.

Mobilisation

Une coordination horizontale et verticale entre toutes les entités de l'État ainsi que la participation de l'ensemble de la société sont prévues dans le cadre de mise en œuvre du Programme 2030 en Slovaquie. Une large participation des parties prenantes, notamment des organisations de la société civile, non seulement permet de coordonner l'action menée mais est également un moyen important de garantir que personne ne soit laissé de côté.

La réalisation de chacun des objectifs n'est possible que si leur interdépendance est prise en compte

Dans son examen national volontaire, la Slovaquie accorde une très grande attention aux liens qui existent entre les objectifs de développement durable ainsi qu'aux répercussions des crises récentes et en cours – tels la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les changements climatiques et la guerre en Ukraine – sur la mise en œuvre du Programme 2030. L'analyse précise des effets de l'interdépendance des différentes cibles associées aux objectifs démontre clairement que le Programme 2030 ne peut être mis en œuvre que de manière intégrée et en tenant compte des éventuels compromis, synergies et effets transfrontières.

Les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable sont évalués à l'aide du cadre d'indicateurs établi par les Nations Unies. Pour cet examen national volontaire, la Slovaquie a décidé de braquer son attention sur les cinq objectifs faisant l'objet d'un examen approfondi lors du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2023, à savoir les objectifs 6, 7, 9, 11 et 17.

La Slovaquie a obtenu de bons résultats en ce qui concerne l'objectif 6 (Eau propre et assainissement) et estime que l'eau est une ressource stratégique. Elle a également avancé dans la réalisation de l'objectif 7 (Énergie propre et d'un coût abordable), mais la crise énergétique toujours en cours pourrait compromettre les progrès accomplis. En ce qui concerne l'objectif 9 (Industrie, innovation et infrastructure), l'objectif 11 (Villes et communautés durables) et l'objectif 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs), les résultats sont plus ou moins satisfaisants et une attention plus grande et des investissements sont nécessaires. La coopération officielle de la République slovaque au service du développement s'appuie fortement sur les objectifs de développement durable, qu'il s'agisse des relations bilatérales ou multilatérales.

Le tableau ci-après donne un aperçu des progrès accomplis dans la réalisation des 17 objectifs de développement durable en Slovaquie.



Source : Jeffrey D. Sachs et autres, *Sustainable Development Report: From Crisis to Sustainable Development: the SDGs as Roadmap to 2030 and Beyond* (Cambridge, Cambridge University Press, 2022). Voir <https://dashboards.sdindex.org/profiles/slovak-republic>.

La réalisation des objectifs de développement durable passe inévitablement par des changements systémiques

L'examen national volontaire, en plus de présenter une évaluation des progrès accomplis, fait ressortir des difficultés persistantes et montre qu'il est nécessaire d'accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 au niveau national. Compte tenu de l'importance des organisations de la société civile en Slovaquie, la coopération avec toutes les parties concernées doit faire partie intégrante des efforts de mise en œuvre.

Au niveau international, les rapports mondiaux successifs sur l'état du développement durable ont donné l'alerte au sujet des graves lacunes observées dans le monde entier, qui ont été exacerbées par les crises dans les domaines de l'environnement, de la santé et de la sécurité. Huit années après l'adoption du Programme 2030, on constate que la réalisation de progrès a varié d'un objectif à l'autre et selon les pays, les groupes sociaux et les groupes de population. Aujourd'hui, outre la définition d'objectifs mondiaux ambitieux et la mise en place de mécanismes de suivi à l'échelle mondiale, il va de soi que, pour atteindre les objectifs de développement durable, la coordination de la mise en œuvre au niveau international doit nécessairement être renforcée.

Tadjikistan

[Original : anglais]

Le développement vert pour une prospérité partagée

Historique

Il s'agit du deuxième examen national volontaire du Tadjikistan visant à évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable. Conformément aux directives relatives à l'examen, la collecte de données s'est accompagnée de consultations avec un large éventail de parties prenantes afin que le rapport soit fondé sur des données et aussi approfondi que possible.

S'appuyant sur les résultats du premier examen national volontaire, le Tadjikistan a intégré les objectifs de développement durable dans son cadre juridique et les a pris en compte dans la stratégie nationale de développement à l'horizon 2030. La coopération a été renforcée pour veiller à ce que l'action locale, les investissements et la budgétisation tiennent compte des objectifs. Une plateforme

nationale de suivi des objectifs de développement durable a été mise en place pour évaluer les progrès réalisés concernant les 127 indicateurs pour lesquels des données sont disponibles.

Le développement vert pour une prospérité partagée. Plus de 70 % des ressources en eau de l'Asie centrale trouvent leur source au Tadjikistan. Actuellement, le pays produit 98 % de son électricité grâce à des centrales hydroélectriques. Le pays se classe au sixième rang mondial pour l'énergie verte et passera au quatrième rang après l'achèvement de la centrale hydroélectrique de Roghun. Le Tadjikistan fait également partie des pays dont la contribution aux émissions de gaz à effet de serre est quasiment nulle.

Le Président de la République du Tadjikistan et Guide de la nation, Emomali Rahmon, joue un rôle de premier plan dans la promotion des questions liées à l'eau et aux changements climatiques au niveau mondial. Le 14 décembre 2022, à l'initiative du Tadjikistan, l'Assemblée générale a déclaré l'année 2025 Année internationale de la préservation des glaciers et le 21 mars Journée mondiale des glaciers. Il s'agit de la cinquième initiative globale du Tadjikistan mise en œuvre à l'échelle mondiale, permettant à la communauté internationale d'entreprendre une action conjointe sur l'utilisation durable des ressources en eau et l'atténuation des changements climatiques.

Principales réalisations

Grâce aux réformes en cours, le Tadjikistan a réalisé des progrès remarquables pour la plupart des objectifs de développement durable. Malgré les effets négatifs des chocs extérieurs, à savoir les tensions géopolitiques et les sanctions, les conflits commerciaux, la propagation de la maladie à coronavirus (COVID-19) et les conséquences des changements climatiques à l'échelle mondiale, le Tadjikistan a su mettre en œuvre des réformes économiques, des politiques et programmes et des mesures anti-crise qui lui ont permis de maintenir un taux de croissance de 7,3 % par an et de multiplier par 1,5 la croissance du produit intérieur brut (PIB) par habitant au cours des cinq dernières années.

Des normes globales de bonnes pratiques agricoles ont été mises en place pour garantir une croissance agricole adaptée aux changements climatiques et respectueuse de l'environnement.

Le taux de croissance annuel moyen du parc de logements est supérieur de 2,4 % au taux de croissance démographique du pays (2 %). L'accès à des services de base d'approvisionnement en eau potable est passé de 76 % à 82 % au cours de la période.

Plus de 70 % de la population du pays est jeune. Compte tenu des tendances démographiques, 3 420 établissements scolaires destinés à accueillir 1,5 million d'élèves ont été construits, ainsi que 2 827 centres médicaux, ce qui a considérablement amélioré l'accès à une éducation et à une santé de qualité.

Au cours des cinq dernières années, les taux de mortalité maternelle et infantile ont reculé respectivement de 70 % et d'environ 36 %. En outre, les cas de tuberculose et d'infection par le VIH nouvellement diagnostiqués ont chuté respectivement de 26 % et de 19,5 %.

Le bien-être de la population s'est progressivement amélioré et les revenus ont été multipliés par 2,1 au cours des cinq dernières années. Le salaire moyen a été multiplié par 1,5 et les pensions de retraite, par 1,3.

Désireux de mettre en place un système de protection sociale solide, le Tadjikistan a élaboré un programme d'assistance sociale ciblé et s'est doté d'un

registre national unifié d'informations sur les familles à faibles revenus et les personnes handicapées.

Au cours de la période considérée, plus de 19 milliards de somoni ont été alloués au soutien social des groupes vulnérables.

Depuis l'Indépendance, plus de 2 000 mégawatts thermiques (MWt) de capacité électrique supplémentaire ont été installés, ce qui a permis d'améliorer l'accès à l'électricité dans les zones rurales pour atteindre 98 % d'électrification en 2022 et de réduire la pauvreté énergétique. Selon le classement de l'indice du trilemme énergétique mondial, le Tadjikistan se classe parmi les 10 premiers pays en matière de sécurité énergétique.

Depuis l'Indépendance, le pays a construit 2 400 km de routes, 326 ponts, 6 tunnels automobiles et 219 km de voies ferrées pour assurer l'industrialisation rapide et le développement des infrastructures.

C'est ainsi que le Tadjikistan a su faire reculer le taux de pauvreté de 31 % en 2015 à 22,5 % en 2022.

Principaux défis

Le Tadjikistan a mené le présent examen national volontaire à un moment de turbulences économiques mondiales, aggravées par la crise de la sécurité alimentaire, la crise énergétique, les conséquences de la COVID-19 et les changements climatiques, qui font peser de grands risques sur la réalisation des objectifs de développement durable.

Dans ces conditions, conserver la stabilité macroéconomique, la sécurité alimentaire, la sécurité sociale et la sécurité des frontières et lutter contre les conséquences sans précédent des changements climatiques à l'échelle planétaire constituent des défis majeurs pour les années à venir.

Le Tadjikistan reste déterminé à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 en mettant l'accent sur le développement durable et sur une prospérité partagée fondée sur l'inclusion, le respect du principe consistant à ne laisser personne de côté et l'innovation. Pour réaliser les objectifs de développement durable, il est essentiel que les partenaires de développement bénéficient d'un soutien financier et technique adéquat dans les dimensions économique, sociale et environnementale du développement.

Timor-Leste

[Original : anglais]

Vingt-et-un ans après le rétablissement de l'indépendance, la priorité du Timor-Leste en matière de développement durable consiste à investir dans sa population, en veillant à ce que nul ne soit laissé pour compte. En 2002, lorsque le pays a retrouvé son indépendance, des filles et des garçons de tout le pays ont écrit leurs aspirations pour la nation sur des cartes postales adressées aux futurs dirigeants. Ils souhaitent que le Timor-Leste devienne une nation démocratique garantissant de meilleures conditions de vie à toutes et à tous et offrant des opportunités aux jeunes. Dans son deuxième examen national volontaire, le Timor-Leste cherche à déterminer si le Gouvernement, dans ses efforts de réalisation des objectifs de développement durable, est en passe de répondre aux attentes de ces jeunes.

Le pays s'engage en faveur de la paix, de l'inclusion et de l'édification de l'État, principes fondateurs de la réalisation des objectifs selon une approche centrée sur les personnes qui promeut le bien-être et le potentiel de tous les citoyens.

Le Timor-Leste a su trouver des réponses et mettre en œuvre des politiques de redressement face à de multiples chocs, notamment la maladie à coronavirus (COVID-19), les catastrophes naturelles et l'impasse politique, et a tenu sa promesse d'atteindre les objectifs 3, 11 et 13. La réponse du Gouvernement du Timor-Leste à la crise du COVID-19 est digne d'éloges et a été mise en œuvre dans le cadre du plan de relance économique. Le plan avait pour objectif de préserver le niveau de vie grâce à des transferts en espèces universels, en préservant les emplois des travailleurs des secteurs formel et informel et en protégeant les entreprises. Le Gouvernement a maintenu les services essentiels opérationnels, a répondu aux pics de COVID-19 et a protégé la population en mettant en œuvre un ensemble de mesures visant à contenir l'épidémie. En conséquence, les taux de mortalité et les cas graves de COVID-19 sont restés faibles.

Priorité 1. Il est essentiel que la communauté internationale continue à soutenir les efforts que le pays déploie pour devenir plus résistant aux chocs multiples et pour mettre en œuvre le Plan de développement stratégique portant sur la période 2011-2030, en se concentrant en particulier sur le développement du capital humain.

L'impact socioéconomique des chocs multiples au Timor-Oriental a été préjudiciable aux progrès du développement, en particulier pour les ménages ruraux, les personnes handicapées et les pauvres, ralentissant ainsi les progrès vers les objectifs 1, 2, 4 et 6. Bien que la situation nutritionnelle ait continué à s'améliorer, la prévalence du retard de croissance, de l'insuffisance pondérale et de l'émaciation reste élevée par rapport à la région Asie-Pacifique. Des programmes de protection sociale destinés aux parents et aux enfants vulnérables ont été adoptés, mais ils ne sont pas encore suffisants pour combler les besoins des groupes les plus vulnérables. Bien que les taux nets de scolarisation dans le secondaire aient augmenté, le taux de scolarisation dans l'enseignement préscolaire est faible, et la qualité de l'enseignement ainsi que l'utilisation des ressources numériques restent un enjeu majeur.

Priorité 2. Le Gouvernement poursuit les réformes visant à renforcer le financement public des secteurs sociaux en se concentrant sur l'accessibilité et la qualité de l'éducation, la santé, la protection sociale et la sécurité alimentaire. L'appui des partenaires internationaux à ces réformes peut s'avérer précieux.

Au rang des quatre stratégies d'accélération, la diversification économique est au point mort, tandis que des progrès supplémentaires sont nécessaires pour réaliser les objectifs 7, 8 et 9. L'économie du Timor-Leste n'a pas retrouvé son niveau d'avant la pandémie. La base d'emploi du Timor-Oriental reste petite et fragile, avec un faible taux de participation économique des femmes et un grand nombre de jeunes qui ne sont pas engagés dans une formation scolaire ou professionnelle ou dans un emploi. Le secteur agricole, qui demeure le principal employeur, a été durement touché par la COVID-19 et les catastrophes naturelles, tandis que la connectivité et les services numériques sont limités. L'adhésion du Timor-Leste à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et à l'Organisation mondiale du commerce peut contribuer à accélérer la diversification économique et la résilience.

Priorité 3. Nous recherchons des partenariats pour accélérer la transformation par la technologie et renforcer les politiques visant à promouvoir une « économie bleu-vert » axée sur les secteurs de l'agriculture, de la pêche et du tourisme.

L'engagement en faveur de la démocratie et de la cohésion sociale sous-tend la résilience du pays face aux multiples chocs, ce qui en fait un champion dans la réalisation de l'objectif 16. Le Timor-Oriental a montré une fois de plus qu'il était l'une des démocraties électorales les plus fortes de l'Asie du Sud-Est, avec 40 % des sièges au Parlement occupés par des femmes. Durant la pandémie de COVID-19, le pays a organisé avec succès une élection présidentielle, les libertés civiles sont largement respectées et le Gouvernement reste ouvert et à l'écoute des besoins de la population. Des réformes sont en cours pour résoudre les problèmes concernant l'efficacité du Gouvernement, l'administration publique, la décentralisation et la gestion financière.

Priorité 4. Pour satisfaire d'ici 2030 toutes les aspirations énoncées lors de l'accession à l'indépendance, le Timor-Leste est prêt à renforcer ses institutions en s'appuyant sur le solide contrat social qui existe entre les citoyens et l'État. Les dirigeants du pays sont déterminés à éviter les impasses politiques et à continuer de collaborer avec les autres nations, le secteur privé et les partenaires afin de se montrer à la hauteur des aspirations de leur peuple.

Turkménistan

[Original : russe]

Un deuxième examen national volontaire hors du commun

Le deuxième examen national volontaire du Turkménistan relatif aux objectifs de développement durable est unique à plus d'un titre.

Tout d'abord, outre les principaux objectifs recommandés par l'ONU, le présent examen actuel porte sur six objectifs supplémentaires qui correspondent aux principales orientations stratégiques du pays :

- services de santé ;
- éducation inclusive et de qualité ;
- sécurité alimentaire ;
- égalité des genres ;
- amélioration du bien-être des individus ;
- protection de l'environnement.

Deuxièmement, comme tous les pays du monde, le Turkménistan a subi les conséquences de la pandémie de coronavirus (COVID-19). L'examen revient sur la lutte menée contre la pandémie au niveau national ; cette expérience a permis au pays de passer à de nouveaux paramètres de développement durable.

Troisièmement, l'examen présente les progrès réalisés dans l'amélioration du cadre institutionnel en vue d'assurer la réalisation effective des objectifs. Le pays a su mettre en place un environnement propice à la numérisation, à l'esprit d'entreprise et à l'usage de technologies innovantes et respectueuses de l'environnement pour les générations actuelles et futures.

Quatrièmement, les documents de politique générale ont été passés en revue pour vérifier qu'ils prennent en compte les objectifs. L'évaluation a montré que le niveau d'intégration des objectifs de développement durable dans les stratégies, programmes et plans d'action reste élevé (85 %). Le Turkménistan garantit ainsi la continuité de la mise en œuvre des objectifs dans les programmes nationaux achevés et nouvellement adoptés.

L'approche centrée sur l'humain, un modèle de gouvernance durable

La mobilisation du pays en faveur des objectifs a contribué à l'élaboration d'un modèle holistique de développement durable qui met l'accent sur les personnes et le bien-être de chaque citoyen.

Environ 75 % du budget de l'État turkmène est alloué au développement de la sphère sociale. Une assistance et des services ciblés pour les groupes les plus vulnérables sont mis en place et des programmes de prestations pour les jeunes sont mis en œuvre.

À moyen et à long terme, l'approche centrée sur l'humain sera utilisée pour déterminer les priorités de la politique nationale du Turkménistan.

Technologies vertes et mesures de lutte contre les changements climatiques

Le Turkménistan prend des mesures globales pour minimiser les impacts environnementaux et les effets des changements climatiques. L'introduction généralisée de technologies économes en énergie et respectueuses de l'environnement figure au premier rang des priorités des programmes socioéconomiques nationaux. Le passage au numérique, mené avec diligence, contribue également à l'économie durable et à la transition verte.

Le Turkménistan est l'un des rares pays d'Asie centrale et même du monde, à mettre en œuvre sa propre stratégie nationale de lutte contre les changements climatiques ainsi que le programme national 2021-2025 pour la mer d'Aral.

Le Turkménistan continuera de mettre en œuvre des mesures pour réduire systématiquement les émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'agriculture et dans les processus industriels, ainsi que pour élaborer des mesures d'adaptation et réduire les risques de catastrophes naturelles.

Participation des institutions et de toutes les parties prenantes

La participation de l'ensemble des institutions publiques et des parties prenantes garantit une approche holistique et systématique de la mise en œuvre des objectifs. Outre le soutien des organismes publics, des organisations non gouvernementales, des universitaires et du secteur privé, la mise en œuvre des objectifs de développement durable bénéficie du soutien du Parlement, organe représentatif exerçant le pouvoir législatif. Celui-ci fait le lien entre le peuple et les institutions de l'État, en appliquant le principe de « ne laisser personne de côté ».

Le Turkménistan a mis en place un mécanisme interne d'établissement de rapports pour le suivi de la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Chaque année, le Ministère turkmène des finances et de l'économie, qui coordonne la réalisation des objectifs de développement durable, établit en collaboration avec d'autres organismes publics et parties prenantes un rapport national sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs, soumis au Conseil des ministres.

La jeunesse, fondement et garant d'un Turkménistan durable

L'un des moteurs du développement de l'État est la jeunesse, pour laquelle le pays crée les conditions les plus favorables. Le Turkménistan a déclaré l'année 2023 « Année de la jeunesse heureuse avec Arkadag Serdar ».

Chaque année, avec le soutien de l'ONU, le pays sélectionne des ambassadeurs des objectifs de développement durable parmi la jeune génération. Ils proposent de nouvelles idées et promeuvent une plateforme de partenariat inclusive, contribuant à sensibiliser la population aux enjeux de développement durable.

Élargir les partenariats au profit de chaque citoyen

Le Programme 2030 est mis en œuvre dans le pays grâce à un partenariat efficace avec les institutions et organisations internationales. Afin de stimuler le commerce et l'investissement et de consolider la position des producteurs nationaux sur les marchés internationaux, le Turkménistan s'est fixé comme objectif explicite d'adhérer à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il s'est vu accorder le statut d'observateur auprès de l'OMC en 2020, puis le statut de pays adhérent en 2022. L'adhésion du Turkménistan à l'OMC est l'une des conditions préalables importantes pour que le pays puisse atteindre ses objectifs en matière de travail décent, de croissance économique, de développement de l'innovation et des infrastructures et de développement des partenariats.

Priorités actuelles et futures pour la réalisation des objectifs de développement durable

Du fait de la corrélation étroite entre les priorités nationales et les objectifs de développement durable, il est indispensable que l'État investisse suffisamment. Le Turkménistan entend respecter les engagements pris dans le cadre du Programme d'action d'Addis-Abeba et améliorer ses systèmes de financement.

En 2021, il a mis en place un cadre de financement national intégré.

Un aspect important de l'intégration des objectifs de développement durable dans toutes les sphères de la vie nationale est leur appropriation au niveau local. L'État s'efforcera d'intégrer et d'institutionnaliser les objectifs sur le terrain. Le Gouvernement a l'intention de collaborer plus activement avec les autorités exécutives locales afin qu'elles prennent en compte les cibles et les indicateurs des objectifs de développement durable adaptés aux caractéristiques et aux problèmes spécifiques de certaines régions, ce qui permettra de mieux cibler les politiques et les mesures en fonction des différentes populations, en tenant compte du principe de « ne laisser personne de côté ».

Union européenne

[Original : anglais]

En adoptant son premier examen volontaire, l'Union européenne s'engage une nouvelle fois à appliquer dans son intégralité et dans les délais impartis, par son action interne et externe, la feuille de route mondiale qu'est le Programme de développement durable à l'horizon 2030. S'appuyant sur le concept consistant à mobiliser l'ensemble des pouvoirs publics, elle exécute le Programme 2030 selon une approche intégrée qui place les objectifs de développement durable au cœur de sa politique. Toutes ses actions et politiques contribuent à la réalisation de ces objectifs. L'Union européenne a de grandes ambitions, qu'elle s'emploie à concrétiser au moyen de politiques et de stratégies profondément transformatrices, intrinsèquement liées à la réalisation des objectifs, telles que le pacte vert pour l'Europe, et en promouvant une transformation généralisée devant favoriser la transition vers un monde durable et pacifique.

Les progrès accomplis au niveau mondial dans la réalisation des objectifs de développement durable se sont montrés insuffisants jusqu'à présent – une tendance contraire qui se trouve confirmée dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la question. La réalisation des objectifs a été entravée par les effets de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les conflits, l'aggravation des inégalités, les changements climatiques et la dégradation croissante de l'environnement, ainsi que par les conséquences de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. La réponse de l'Union européenne face à la multiplicité des crises actuelles repose

sur le cadre de mise en œuvre des objectifs et vise à y contribuer. Depuis l'adoption du Programme 2030, l'Union européenne a fait des progrès pour ce qui est d'atteindre une grande majorité des objectifs, mais ces progrès n'ont pas toujours été homogènes. Elle doit en faire davantage pour de nombreux objectifs, en particulier ceux liés à la protection et à l'utilisation durable des ressources naturelles.

Les priorités de la Commission européenne sont étroitement liées aux cinq éléments cités dans le préambule du Programme 2030, à savoir l'humanité, la planète, la prospérité, la paix et les partenariats. La Commission œuvre pour atteindre les objectifs en s'appliquant à réaliser ses principales ambitions au moyen d'initiatives concrètes définies dans ses programmes de travail annuels. Les objectifs de développement durable sont donc intégrés dans les mesures de l'Union européenne et orientent l'élaboration des politiques et de la législation. L'un des principaux outils employés par la Commission pour garantir la cohérence des politiques au service du développement durable est la version révisée du cadre « Mieux légiférer », qui recèle plusieurs améliorations visant à renforcer le processus législatif de l'Union européenne. Ainsi, il est dorénavant obligatoire que l'étude d'impact qui accompagne tout projet de législation établisse en quoi l'action de l'Union européenne contribuera à la réalisation des objectifs.

On trouvera dans l'examen volontaire de l'Union européenne un aperçu stratégique des engagements qu'elle a pris et des cibles qu'elle s'est fixées pour progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable, y compris, le cas échéant, des cibles quantifiées pour 2030. L'examen contient un résumé complet de l'action interne et externe menée par l'Union européenne aux fins de la réalisation des objectifs, ainsi que des considérations sur la cohérence des politiques menées à ces deux niveaux, notamment sur les synergies et les compromis potentiels, compte dûment tenu des incidences sur les pays partenaires. On trouvera également dans l'examen des orientations sur ce qu'il convient de faire pour continuer d'exécuter le Programme 2030.

L'Union européenne ne peut mener à bien son action ambitieuse sans collaborer avec les pays partenaires ainsi qu'au niveau multilatéral ; c'est pourquoi elle se sert de ses partenariats internationaux pour faire progresser son action. Elle entend œuvrer au relèvement mondial en aidant les pays partenaires à bâtir des sociétés et des économies résilientes, conformes aux objectifs de développement durable.

L'Union européenne a mis au point la stratégie « Global Gateway » en vue de contribuer de manière effective à renforcer les moyens de mise en œuvre et à revitaliser le partenariat mondial. Cette stratégie contribuera directement à la réalisation de divers objectifs interdépendants. L'Union européenne continuera d'intégrer activement les objectifs dans les projets entrepris dans ce cadre, notamment en ce qui concerne les infrastructures durables dans les domaines de l'énergie, des transports et de la transition numérique. Ainsi, grâce à la collaboration des États membres dans le cadre de l'approche « Équipe Europe », il sera possible de mobiliser de multiples sources de financement, notamment des investissements du secteur privé au service des objectifs.

Les objectifs de développement durable ne peuvent être atteints qu'avec l'adhésion de toutes les parties prenantes. L'examen volontaire de l'Union européenne a été réalisé au moyen d'un vaste processus de consultation auquel ont participé les parties prenantes à tous les niveaux (institutions et organes de l'Union européenne, autorités nationales, régionales et locales, société civile et grand public). On trouvera dans l'examen des informations détaillées sur le processus de consultation dans son ensemble ainsi que sur les vues de la société civile concernant les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable dans l'Union européenne.

L'Union européenne s'applique à exécuter le Programme 2030 dans le respect des principes, valeurs et orientations des Nations Unies, en particulier l'universalité des droits humains, qui revêt une importance toute particulière alors que nous célébrons le soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Zambie

[Original : anglais]

Introduction

Le deuxième examen national volontaire de la Zambie est entrepris dans le contexte de la pandémie de coronavirus (COVID-19), de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, de la situation de la dette et des effets des changements climatiques. Il porte essentiellement sur les progrès accomplis entre 2019 et 2022 et expose les principaux défis auxquels la Zambie est confrontée pour parvenir à la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030. L'examen porte sur les objectifs 3, 4, 5, 7, 8, 9, 12, 13, 15 et 17.

Alignement sur le plan national de développement

Le huitième plan national de développement pour la période 2022-2026 est aligné à 87 % sur les objectifs de développement durable, ce qui atteste de l'engagement de la Zambie en faveur du Programme 2030. Pour soutenir la réalisation du Programme 2030, le pays a favorisé une approche inclusive et globale du développement, avec un cadre institutionnel pour le suivi des plans nationaux de développement qui doivent permettre de concrétiser la Vision nationale 2030.

Accélérer le redressement économique pour un avenir plus résilient et plus inclusif

Dans le cadre du huitième plan de développement national (2022-2026), la Zambie s'est engagée dans un programme de relance économique visant à rétablir la stabilité macroéconomique, à soutenir la stabilisation budgétaire et à favoriser une croissance plus forte et plus inclusive. Pour ce faire, le pays a obtenu une facilité de crédit élargie du Fonds monétaire international, d'une valeur de 1,3 milliard de dollars, et des financements à des conditions favorables d'autres institutions financières multilatérales, entre autres. La Zambie s'efforce également de restructurer sa dette, ce qui devrait faciliter son redressement économique.

Pour soutenir l'adaptation aux changements climatiques et accroître sa résilience, la Zambie a continué à renforcer les capacités institutionnelles en matière d'accès au financement climatique et à forger des partenariats avec des institutions bilatérales et multilatérales. Le cadre politique et juridique est revu pour prendre en compte les changements climatiques et d'autres défis environnementaux, ainsi que pour intégrer les questions émergentes.

Afin de réduire la charge fiscale, les partenariats public-privé sont encouragés et mis en œuvre en tant que source alternative de financement pour le programme de développement des infrastructures du pays.

Pour renforcer la collaboration entre le secteur public et le secteur privé, le Gouvernement a lancé en 2022 le Forum de dialogue public-privé avec le soutien de partenaires coopérants. En effet, le Gouvernement est convaincu que le secteur privé a un rôle central à jouer dans le développement du pays et la réalisation des objectifs de développement durable.

Pour améliorer la collecte de l'impôt, la Zambie a numérisé son système fiscal au moyen d'une solution numérique locale et déploie un système de bus des services publics et une passerelle de paiement, ce qui rend également de nombreux services publics accessibles en ligne à tout moment.

Ne laisser personne de côté

La Zambie a fait de grands progrès dans l'autonomisation des plus pauvres et des plus vulnérables. Notamment, la mise en œuvre de la politique révisée d'éducation pour tous a amélioré l'accès et l'équité en matière d'éducation. Les réformes clés comprennent la suppression des frais de scolarité et d'examen et la réintroduction d'une aide sous forme de bourse dans les écoles publiques pour les étudiants vulnérables. En outre, 30 496 enseignants ont été recrutés en 2022.

Le Gouvernement améliore également l'accès à l'éducation pour les enfants ayant des besoins éducatifs spéciaux et pour les enfants en situation de handicap en mettant à leur disposition des installations adaptées. En outre, un programme a été mis en place dans les établissements d'enseignement supérieur pour doter les enseignants de connaissances de base qui les aident à repérer et à évaluer les apprenants handicapés.

Pour rapprocher les ressources financières de la population, le fonds de développement des circonscriptions a été porté de 1,6 million à 28,3 millions de kwachas zambiens par circonscription, offrant ainsi aux communautés la possibilité de faire des choix et de mettre en œuvre des projets visant à améliorer leur bien-être.

Le nombre de bénéficiaires du programme de transferts sociaux en espèces est passé de 880 539 en 2020 à 1 024 000 en 2022. Le nombre de ménages recevant des colis de sécurité alimentaire est passé de 263 000 en 2021 à 290 000 en 2022. Les bénéficiaires d'autres programmes sociaux visant notamment à maintenir les filles à l'école ont également augmenté, passant de 28 964 filles en 2021 à 43 520 filles en 2022, tandis que le nombre de districts mettant en œuvre le programme de cultures vivrières locales pour les repas scolaires est passé de 39 à 59.

La Zambie a commencé à mettre en place un système informatique d'état civil afin de stimuler l'enregistrement des faits d'état civil. Ce système de gestion est utilisé pour fournir des cartes d'identité nationales biométriques et délivrer des certificats de naissance et de décès. Le Gouvernement a également décentralisé l'enregistrement des statistiques de l'état civil au niveau des districts et des sous-districts afin de s'assurer que personne n'est laissé de côté.

Orientations futures

Les résultats en matière de progrès et de suivi des objectifs de développement durable sont mitigés, les lacunes dans la disponibilité des données nécessaires constituant l'un des défis à relever. La Zambie reste déterminée à reconstruire en mieux après cette crise multiforme, et continuera ses efforts de développement en comptant sur le soutien de ses partenaires.